

BUREAUCRATIE ET OBSTACLES ADMINISTRATIFS

Des mesures pour alléger les procédures agricoles

Le ministre de l'Agriculture, Yacine Oualid, a appelé à une transformation profonde des pratiques administratives dans le secteur agricole, affirmant que le rôle de l'administration est d'apporter des solutions concrètes aux agriculteurs et non de multiplier les justifications. « Il est impossible de bâtir une économie forte avec une culture du “reviens demain” », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité d'en finir avec les lenteurs et les blocages bureaucratiques. P 3



PLUS DE 3 200 TONNES DE DÉCHETS COLLECTÉES PAR JOUR À ALGER DURANT LE RAMADAN

Le gaspillage alimentaire en hausse !

La capitale enregistre une hausse significative du volume de déchets durant ce mois de Ramadan. Selon les chiffres communiqués par la directrice de l'environnement de la wilaya d'Alger, Amel Makhloufi, les dix premiers jours ont été marqués par une production quotidienne dépassant les 3 200 tonnes, contre un volume habituel oscillant entre 2 600 et 2 800 tonnes par jour.

P 2

COOPÉRATION STRATÉGIQUE AVEC LE NIGER ET LE BURKINA FASO

Sonelgaz accélère son déploiement africain

La stratégie d'internationalisation de Sonelgaz franchit une nouvelle étape. Les nouveaux axes de coopération énergétique engagés avec plusieurs pays africains, notamment le Niger et le Burkina Faso sont Une dynamique qui s'inscrit dans la vision des pouvoirs publics visant à positionner l'Algérie comme un acteur énergétique régional de premier plan.

P 5

EXÉCUTION ET SUIVI DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Mise en place de nouveaux mécanismes en 2026

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, a révélé, avant-hier, la préparation de nouveaux mécanismes pour l'exécution et le suivi des investissements publics durant l'année en cours, en séparant l'administration de la réalisation des projets.

P 3

CONTRÔLE COMMERCIAL
Plus de 77.000 interventions durant les dix premiers jours de Ramadhan P 2

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST, EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER D'ANNABA
Le ministre insiste sur le respect des délais P 5

RÉUNION DU GOUVERNEMENT
Plusieurs dossiers examinés P 3

AFFAIRES RELIGIEUSES
**Zakat El-Fitr fixée
cette année à 170 DA**

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a fixé Zakat El-Fitr, cette année, à 170 DA, invitant les imams à procéder à sa collecte à compter du 15e jour du mois sacré de Ramadhan, a indiqué mercredi un communiqué du ministère. Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs invite à s'acquitter de Zakat El-Fitr, fixée cette année à 170 DA, soit un Saâ (une mesure de 2 kg) de la nourriture de base des Algériens, a précisé le communiqué. Dans ce cadre, le ministère a chargé les imams de procéder, en collaboration avec les comités du fonds de la Zakat au niveau des mosquées, à travers l'ensemble du territoire national, à "la collecte de Zakat El-Fitr à compter du 15e jour du mois sacré de Ramadhan, en vue de sa redistribution aux nécessiteux, un ou deux jours avant l'Aïd El-Fitr", a ajouté la même source. "Zakat El-Fitr est obligatoire pour tout musulman, homme ou femme, jeune ou vieux, aussi bien nanti que pauvre, disposant d'un surplus de subsistance journalière. Il doit s'en acquitter pour lui-même et pour les personnes à sa charge", a rappelé le ministère, ajoutant qu'"il est préférable de faire don de la Zakat en espèces car c'est la formule la mieux indiquée pour les pauvres".

EXTENSION DU RÉSEAU DE
COLLECTE DES EAUX USÉES
DE TIPASA
**Le projet sera
réceptionné en juillet
prochain**

Le projet d'extension du système de collecte des eaux usées du centre-ville de Tipasa et son raccordement à la station d'épuration (STEP) de Chenoua sera réceptionné en juillet prochain, a-t-on appris, mercredi, de la direction locale des ressources en eau. Les travaux, lancés en décembre dernier, devraient être totalement achevés au mois de juillet, a indiqué le directeur local du secteur, Djoudi Bensalah, précisant que les travaux de ce projet d'envergure devant permettre de mettre fin aux rejets d'eaux usées au niveau de deux sites principaux, le port de pêche et de plaisance de Tipasa et un site archéologique, "a atteint un taux d'avancement estimé à 50 %". Le projet, doté d'une enveloppe de plus de 648 millions de DA, et s'étendant sur 4.000 mètres linéaires, permettra de raccorder les quartiers et équipements publics relevant du Plan d'occupation des sols (POS) 03, ainsi que les quartiers Sidi Abdelkader et Kouali et les Douars Abdelhak, K'ilil et El Karia, à la STEP de Chenoua.

R E.

**PLUS DE 3 200 TONNES DE DÉCHETS COLLECTÉES PAR JOUR À ALGER
DURANT LE RAMADAN**

Le gaspillage alimentaire en hausse !

La capitale enregistre une hausse significative du volume de déchets durant ce mois de Ramadan. Selon les chiffres communiqués par la directrice de l'environnement de la wilaya d'Alger, Amel Makhloufi, les dix premiers jours ont été marqués par une production quotidienne dépassant les 3 200 tonnes, contre un volume habituel oscillant entre 2 600 et 2 800 tonnes par jour.

Par Selma R.

Cette augmentation, directement liée à la surconsommation et au gaspillage alimentaire, inquiète les responsables locaux. « Nous constatons, comme chaque année, une hausse notable des déchets durant le mois sacré, notamment à cause du gaspillage alimentaire », a indiqué Amel Makhloufi sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, soulignant que ces quantités supplémentaires exercent une pression considérable sur les services de collecte et les centres d'enfouissement technique. Le pain figure parmi les produits les plus gaspillés. Près de 200 tonnes auraient été jetées au cours des dix premiers jours du Ramadan, un chiffre jugé préoccupant. « Le pain est une bénédiction. Il est regrettable de le retrouver dans les bennes à ordures alors qu'il pourrait être valorisé ou redistribué », a-t-elle déploré, rappelant que des bacs spécifiques sont parfois installés pour tenter de récupérer cette denrée.

Au-delà du pain, les déchets organiques représentent environ 60 % du volume total des ordures ménagères. Cette proportion élevée pose de sérieux défis techniques. Une fois enfouis, ces déchets se décomposent et produisent des lixiviats, des liquides polluants qui nécessitent des stations de traitement coûteuses. « Ces installations représentent un investissement important pour l'État. Si nous

réduisons le gaspillage à la source, nous réduisons aussi ces charges », a expliqué la responsable. L'impact est également économique. L'augmentation des volumes oblige les entreprises de collecte à multiplier les rotations quotidiennes. « Une benne qui effectue habituellement une ou deux rotations peut être amenée à en faire quatre ou cinq durant cette période », a précisé Amel Makhloufi. Cette intensification se traduit par une hausse de la consommation de carburant, une mobilisation accrue des agents et une usure accélérée du matériel, autant de coûts supplémentaires supportés par les finances publiques.

Face à cette situation, les autorités misent à la fois sur la sensibilisation et sur des réformes structurelles. Une campagne nationale a été lancée à la veille du Ramadan sous le slogan « Ramadan : droiture et durabilité pour les générations », afin de promouvoir la rationalisation de la consommation et la préservation des ressources naturelles. « Il ne s'agit pas seulement d'une question environnementale, mais aussi d'une responsabilité morale et économique », a insisté la directrice de l'environnement. Sur le plan réglementaire, la gestion des déchets s'inscrit dans le cadre de la loi 01-19 de 2001, modifiée et complétée par la loi 02-25, qui introduit les principes de l'économie circulaire et de la responsabilité élargie du producteur. L'objectif est de transformer le déchet en ressource

génératrice d'emplois verts et de valeur ajoutée. « Le déchet n'est plus un simple rebut. Il peut devenir une source d'énergie, de compost ou de matière première recyclée », a-t-elle affirmé.

Dans la wilaya d'Alger, des outils technologiques ont été déployés pour améliorer la gestion du secteur. Les camions de collecte sont désormais équipés de systèmes GPS afin de contrôler les itinéraires, tandis qu'une application permet d'identifier les « points noirs » nécessitant une intervention rapide. Parallèlement, des efforts sont engagés pour structurer les activités de récupération informelle, notamment dans le domaine du plastique et des déchets électroniques. Enfin, la stratégie environnementale de la capitale s'inscrit dans une vision plus large d'aménagement durable. Le plan vert d'Alger, intégré au schéma stratégique de modernisation de la ville, a notamment permis la transformation de l'ancienne décharge d'Oued Smar en éco-parc, devenu un espace de détente et de loisirs. Malgré ces avancées, la hausse des déchets durant le Ramadan rappelle l'ampleur du défi. « Le changement des comportements ne se fait pas du jour au lendemain. Mais chaque geste compte », a conclu Amel Makhloufi, appelant les citoyens à adopter des pratiques plus responsables afin de préserver les ressources et d'alléger la pression sur les infrastructures publiques.

CONTRÔLE COMMERCIAL

**Plus de 77.000 interventions durant les dix premiers
jours de Ramadhan**

Les services du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ont enregistré un bilan soutenu des activités de contrôle économique et de répression de la fraude durant les dix premiers jours du mois de Ramadhan 2026, en application des instructions de la ministre du secteur visant à protéger le pouvoir d'achat et à garantir l'approvisionnement du marché en produits de large consommation, dans le cadre du programme spécial de contrôle du mois sacré. Selon un bilan publié mardi par le ministère, 3.004 équipes de contrôle mobilisées ont effectué 77.847 interventions, dont 73.782 durant les horaires de travail et 11.224 en dehors des horaires de travail, parmi lesquelles 2.979 interventions menées durant la période nocturne. En matière de contrôle économique et de répression de la fraude, ces opérations ont donné lieu à la constatation de 10.330 infractions et à l'établissement de 10.101 PV de pour-

suites judiciaires, avec proposition de 256 décisions de fermeture administrative. Il a également été procédé à la saisie de 144,91 tonnes et de 65.653 litres de marchandises, pour une valeur globale de 33,17 millions de DA. Le montant des profits indûment réalisés a atteint 1,41 milliard de DA. Par ailleurs, 730 échantillons ont été prélevés en vue de leur analyse en laboratoire, avec un taux de conformité de 75 %. S'agissant de la lutte contre la spéculation illicite, 10.064 interventions effectuées n'ont donné lieu à aucune infraction, précise le communiqué.

Concernant le suivi de l'approvisionnement du marché en pain ordinaire, le contrôle a porté sur 2211 boulangeries, dont 2107 exerçant de manière régulière (97 %) et 104 boulangeries opérant de façon irrégulière (1 %), au niveau des wilayas de Bordj Bou Arreridj, Bouira, Alger, Boumerdès, Aïn Témouchent, Annaba et Guelma. Dans ce cadre, 104 infractions ont été relevées,

principalement liées au défaut d'affichage des prix ainsi qu'au non-respect des conditions d'hygiène et de salubrité, avec l'établissement de 99 PV. S'agissant du contrôle des produits réglementés et plafonnés, à savoir le lait subventionné, le pain ordinaire, la semoule, le café (vert et torréfié), les légumineuses (pois chiches, haricots blancs, lentilles) et le riz, 28.997 interventions ont été effectuées, ayant abouti à la constatation de 505 infractions. Ces infractions se répartissent comme suit : 374 pour défaut d'affichage des prix et des tarifs, 66 pour absence de facturation pour un montant de 56,46 millions de DA, 29 pour application de prix illicites, ainsi que 36 autres infractions, avec l'établissement de 494 PV et la proposition de deux fermetures. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la poursuite des efforts visant à réguler le marché et à protéger le consommateur durant le mois de Ramadhan.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BUREAUCRATIE ET OBSTACLES ADMINISTRATIFS

Des mesures pour alléger les procédures agricoles

Le ministre de l’Agriculture, Yacine Oualid, a appelé à une transformation profonde des pratiques administratives dans le secteur agricole, affirmant que le rôle de l’administration est d’apporter des solutions concrètes aux agriculteurs et non de multiplier les justifications. « Il est impossible de bâtir une économie forte avec une culture du “reviens demain” », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité d’en finir avec les lenteurs et les blocages bureaucratiques.

Par S. R.

Dans une publication diffusée sur sa page officielle Facebook, le ministre a insisté sur le fait que l’administration, en particulier dans le domaine agricole, doit être pleinement au service du citoyen. Il a regretté certaines pratiques qu’il juge contre-productives, estimant que « les bureaucrates excellent souvent dans l’art de se retrancher derrière des prétextes », au détriment des porteurs de projets et des exploitants. Plaçant la simplification administrative au cœur de ses priorités, Yacine Oualid a annoncé une série de mesures destinées à alléger le poids des procédures qui pèsent sur les agriculteurs. La réforme envisagée prévoit la suppression des démarches jugées inutiles, la simplification des circuits de traitement des dossiers ainsi que la généralisation de la numérisation afin de réduire les délais et d’améliorer la transparence. Des délais clairs pour l’instruction des demandes seront fixés et des indicateurs de performance seront instaurés pour évaluer

l’efficacité des responsables locaux. Le ministre a également plaidé pour une plus grande ouverture aux compétences jeunes au sein de l’administration agricole, estimant que le renouvellement des profils et l’intégration de nouvelles expertises constituent un levier essentiel pour moderniser la gestion publique et accompagner la dynamique du secteur. Rappelant le poids stratégique de l’agriculture dans l’économie nationale, il a souligné que le secteur contribue aujourd’hui à hauteur de 15 % au produit intérieur brut. Dans ce contexte, toute entrave aux intérêts des agriculteurs représente, selon lui, « un préjudice direct à l’économie nationale ». À travers ces orientations, le département de l’Agriculture entend inscrire son action dans une logique d’efficacité, de proximité et de soutien actif à la production nationale. Cette volonté de rompre avec les lourdeurs administratives s’est illustrée récemment sur le terrain. En visite jeudi dernier à Blida, le ministre a rencontré un agriculteur se disant victime de la bureaucratie. La séquence, rapidement

devenue virale, montre un exploitant affirmant disposer d’un agrément ainsi que d’une attestation pour acheminer du son de blé, mais se voir opposer un refus administratif au motif qu’il ne possède pas de carte d’agriculteur. Face à cette situation, le ministre a dénoncé, sur un ton mi-amusémi-agacé, une bureaucratie « qui va nous rendre fous ». Il a souligné l’absurdité d’un cas où un agriculteur reconnu par les autorités locales ne détient pas la carte censée attester de son statut. Dans la foulée, il lui a promis que le document serait délivré dans la journée, estimant qu’un échec en ce sens constituerait « une honte pour le ministère ». La scène a toutefois révélé la complexité des procédures. Un responsable administratif est intervenu pour préciser que la délivrance immédiate restait impossible en l’absence d’un numéro requis par la Chambre nationale compétente. Le ministre a alors rétorqué que ce numéro serait transmis « de suite », illustrant en temps réel les lenteurs et les enchevêtrements procéduraux qu’il venait précisément de dénoncer.

EXÉCUTION ET SUIVI DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Mise en place de nouveaux mécanismes en 2026

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, a révélé, avant-hier, la préparation de nouveaux mécanismes pour l’exécution et le suivi des investissements publics durant l’année en cours, en séparant l’administration de la réalisation des projets. A cet égard, le ministre a déclaré que «durant l’année en cours, nous allons mettre en place des mécanismes permettant d’éloigner l’administration de l’exécution des projets publics», rappelant, dans ce cadre, la création, il y a deux ans, d’un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle du ministère de l’Habitat, de l’Urbanisme, de la Ville et de l’Aménagement du territoire, chargé de la réalisation des investissements publics. Par ailleurs, M. Bouzred, lors de sa réponse aux questions et préoccupations des députés concernant le projet de loi de règlement budgétaire de l’exercice 2023, a fait état d’ «une réforme importante», en cours de concrétisation dans le cadre de la Caisse de garantie des marchés publics (CGMP), afin de permettre aux opérateurs de bénéficier de mécanismes de financement, leur assurant le recouvrement de leurs créances dans les meilleurs délais,

comme c’est le cas au niveau international, tout en réduisant les procédures bureaucratiques. Dans ce sillage, le ministre a souligné que le décret exécutif relatif aux marchés publics, qui sera prochainement soumis au Gouvernement, consacrera davantage de souplesse et de flexibilité dans l’organisation des marchés publics, notamment au niveau des wilayas du Sud, en tenant compte des spécificités de chaque secteur. Concernant les créances des opérateurs contractant avec l’Etat, le ministre a annoncé l’épuration de l’ensemble des arriérés enregistrés au titre de l’exercice 2025, grâce à la mobilisation «d’enveloppes financières substantielles». Répondant aux interrogations des députés sur l’exécution budgétaire de l’exercice 2023, M. Bouzred a précisé que le taux global d’exécution des dépenses a atteint 72 %. Ce niveau, souligne-t-il, s’explique principalement par le faible taux d’exécution des dépenses d’investissement, qui n’a pas dépassé 33 %, l’année 2023 ayant constitué la première année de mise en œuvre de «la budgétisation par programmes», nécessitant la publication de circulaires et d’instructions successives afin de clarifier les procédures, dans un contexte mar-

qué, depuis 2020, par une dynamique d’investissement soutenue, conjuguée à l’entrée en vigueur du nouveau système de gestion budgétaire, dans le cadre de la nouvelle loi organique, durant la même année. Cette évolution a requis un délai d’adaptation de l’administration, auquel s’est ajouté un niveau de maturité insuffisant de certains projets et études techniques, a-t-il dit. Le ministre s’est félicité du fait que la loi de règlement 2023 "ait, pour la première fois, présenté des chiffres d’exécution budgétaire fiables, moins de deux (2) mois après la clôture de l’exercice", ajoutant qu’il «est désormais possible de disposer de données précises sur l’exécution budgétaire dans des délais rapprochés, grâce au processus de numérisation». La numérisation de l’administration fiscale a ainsi permis le transfert de la base de données de 3,4 millions de contribuables, d’Algérie Télécom vers le ministère des Finances. Cette opération, qui devrait s’achever «dans un délai d’un mois», contribuera à la simplification des procédures fiscales, tant au profit des citoyens que des entreprises, a-t-il conclu.

Synthèse Z R.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT Plusieurs dossiers examinés

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé hier une réunion du gouvernement consacrée à l’étude de plusieurs dossiers, indique un communiqué des services du Premier ministre. Ainsi, le gouvernement a examiné un projet préliminaire de loi modifiant et complétant la loi n° 04-08 du 14 août 2004, relative aux conditions d’exercice des activités commerciales. D’autre part, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République concernant l’élaboration des feuilles de route sectorielles pour la période 2026-2028, le gouvernement a examiné les projets de feuilles de route pour les secteurs des Moudjahidines et Ayants droit, de l’Énergie et des énergies renouvelables, du Commerce extérieur et de la promotion des exportations, des Affaires religieuses et des Wakfs, ainsi que de l’Économie de la connaissance, des startups et des petites entreprises. Il convient de noter que ces plans, élaborés sur la base de diagnostics objectifs et d’outils pratiques, en adéquation avec les ressources humaines et financières, visent principalement à structurer le développement national, diversifier l’économie, augmenter le PIB et améliorer la production locale. Enfin, ajoute la même source, dans le cadre du suivi des grands projets structurants, le gouvernement a pris connaissance de l’état d’avancement de plusieurs projets dans les domaines de l’Agriculture, de l’Énergie et de l’hydraulique.

R E.

EXPERTS DE L'OAPEC L’escalade militaire dans le Golfe aura des répercussions certaines sur le marché du GNL

Les experts de l’Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) ont mis en garde contre les répercussions de l’escalade militaire dans le Golfe sur le marché du gaz naturel liquéfié (GNL), prévoyant une hausse des prix à des niveaux sans précédent. Dans un rapport publié mercredi par l’OAPEC, élaboré par ses experts et intitulé : «Perturbations des expéditions de GNL via le détroit d’Ormuz», il est indiqué que l’intensification des opérations militaires dans le Golfe, depuis samedi dernier, et les restrictions qui en ont découlé sur le trafic des méthaniers, auront des répercussions sur l’ensemble du marché énergétique, toutes sources confondues, y compris le gaz naturel. Les experts de l’OPAEC estiment que, malgré l’influence «limitée» de l’Iran sur le commerce mondial du gaz en termes d’exportations, ce pays revêt une importance stratégique en raison du détroit d’Ormuz, par lequel transite plus de 19% des approvisionnements mondiaux en GNL, provenant notamment de l’Etat du Qatar, deuxième plus grand producteur et exportateur mondial avec 81,3 millions de tonnes, selon les estimations de l’organisation pour l’année 2025. Ainsi, toute perturbation du trafic des méthaniers à travers le détroit d’Ormuz «affecterait la stabilité de l’ensemble du marché mondial», ajoute le rapport, précisant que 83 % des exportations transitant par ce passage sont destinées à l’Asie, tandis que l’Europe en absorbe 11% et les pays du Golfe 6%. Dans ce contexte, l’OAPEC souligne les répercussions directes sur les marchés, en ce que cette situation entraînera une hausse des prix au comptant en Asie, laquelle se répercutera à son tour sur le marché européen. «Avec des niveaux de stockage européens tombés à des seuils critiques (moins de 30%) à la fin février, la situation laisse présager une flambée des prix», selon le rapport qui précise que les marchés importateurs seront contraints de supporter des coûts plus élevés, non pas en raison de «la valeur du gaz», mais du «coût d’accès» à cette ressource.

Agence

AAPI
Journée de sensibilisation sur la mise à jour et le suivi du tableau de gestion des documents d'activité

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a organisé, mardi à Alger, une journée de sensibilisation au profit de ses employés sur la mise à jour et le suivi du tableau de gestion des documents d'activité, et ce, en vue de moderniser ses méthodes de travail et de renforcer sa gouvernance administrative, a indiqué un communiqué de l'agence. Cette rencontre, organisée en coordination avec la Direction générale des Archives nationales, vise à permettre aux membres de la commission chargée du suivi de l'élaboration et de la mise à jour des tableaux de gestion des documents d'activité, installée au niveau de l'agence, ainsi qu'aux cadres chargés des archives au niveau central et au sein des guichets uniques décentralisés, de maîtriser pleinement le cadre juridique et réglementaire régissant le domaine des archives, précise la même source. Lors de cette rencontre, des explications ont été fournies sur les modalités et la méthodologie d'élaboration et de mise à jour du tableau de gestion des documents d'activité, avec un accent particulier sur les catégories liées à la spécificité des missions de l'AAPI, de manière à assurer une organisation rigoureuse des documents, à améliorer les mécanismes de leur conservation et de leur récupération, et à soutenir les principes de gouvernance et de transparence dans le travail administratif. Cette rencontre traduit "la volonté de l'agence d'ancrer une approche professionnelle dans la gestion des documents administratifs, garantissant le strict respect du cadre juridique et réglementaire encadrant le domaine des archives et renforçant l'efficacité de la performance institutionnelle", conclut le communiqué.

LA MINISTRE MME NACIMA ARHAB L'A SOULIGNÉ DEPUIS TIZI-OUZOU

Nécessité d'adapter les formations dispensées à l'environnement socio-économique local

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, en visite mardi à Tizi-Ouzou, a plaidé pour l'adaptation des formations dispensées à l'environnement socio-économique local. Lors de sa visite dans différentes structures de formation, la ministre a instruit les responsables locaux en charge de son secteur à "fournir davantage d'efforts pour adapter les formations dispensées en matière d'entrepreneuriat à l'environnement socio-économique de la wilaya". "La wilaya, à grande vocation

entrepreneuriale, dispose d'un environnement et d'atouts socio-économiques qui nécessitent l'adaptation des formations dispensées, ainsi que de celles à prévoir à l'avenir à moyen ou long terme", a-t-elle souligné. Pour l'heure, un total de 180 stagiaires ont déjà été formés au niveau des trois centres de formation à l'entrepreneuriat dont dispose la wilaya, qui compte 437 inscrits. Lors de sa visite, la ministre a, par ailleurs, donné le coup d'envoi d'une formation de guide touristique, initiée en collaboration avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat

et les autorités locales. Elle a, également, visité l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM), qui emploie plusieurs diplômés du secteur de la formation professionnelle. La wilaya de Tizi-Ouzou compte 40 structures de formation professionnelle, dont sept instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (INSFP), un institut d'enseignement professionnel et 32 centres de formation professionnelle (CFPA).

R E.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Réunion technique entre les cadres du ministère et ceux de Sonatrach

Une réunion technique s'est tenue, mardi à Alger, entre des cadres du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et leurs homologues du groupe Sonatrach, au cours de laquelle il a été convenu d'oeuvrer conjointement au développement des spécialités qualitatives répondant aux mutations technologiques et énergétiques, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, présidée par le secrétaire général du ministère, a permis de convenir "d'une action conjointe en vue du développement de spécialités qualitatives adaptées aux mutations technologiques et énergétiques, du renforcement de la formation pratique et des stages au sein des entreprises de Sonatrach, de l'implication des experts professionnels dans l'actualisation des programmes et curricula, et du soutien des centres d'excellence dans les spécialités stratégiques", précise le communiqué.

S'inscrivant dans le cadre du renforcement des passerelles de coopération entre le secteur de la formation et son environnement économique, cette réunion se veut "une nouvelle étape opérationnelle pour consolider un partenariat stratégique visant l'adéquation de la formation aux besoins du marché de l'emploi, particulièrement dans les domaines vitaux liés aux secteurs de l'énergie, du pétrole et du gaz, de la maintenance industrielle, de la numérisation et des énergies renouvelables". Le ministère a indiqué que la promotion du partenariat entre la formation et l'économie nationale demeure "un pilier fondamental pour favoriser l'employabilité des jeunes et former des compétences nationales hautement qualifiées, à même d'accompagner la dynamique de développement en Algérie".

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 03 مارس 2026 الموافق لـ 13 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Mars 2026 (13 ramadan 1447)

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg			دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	67	75	58	البطاطا	
	Tomate	84	96	72	الطماطم	
	Oignon sec	77	84	70	البصل الجاف	
	Ail sec	988	1081	895	الثوم الجاف	
	Carotte	96	108	84	الجزر	
	Navet	105	117	94	اللفت	
	Choux fleur	131	145	117	قرنبيط	
	Choux	97	108	86	الكرنب	
	Courgette	122	137	107	الكوسة	
	Haricot vert	502	534	471	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	210	233	188	الخس	
Fruits frais	Mandarine	209	243	175	المندرين	
	Orange	168	204	132	البرتقال	
	Citron	154	175	133	الليمون	
	Pomme locale	409	487	331	التفاح المحلي	
	Datte	508	640	375	التمر	
	Banane	495	519	470	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1945	2091	1799	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	414	428	399	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	20	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	104	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigées DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-14,87	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,73	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	2502,00	0,00	0,03	1,70	6,65	6,39	1225	3 064 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	2247,00	-0,09	-0,95	-0,89	10,72	5,56	2000	4 494 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,87	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,81	3,97	5,00	0	0,00

CNAS

Lancement d'un nouveau service numérique

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a lancé un nouveau service numérique permettant la vérification et le téléchargement de l'attestation des salaires déclarés par l'employeur, indique mardi un communiqué de la caisse. "Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer le service public, notamment dans son volet lié à la numérisation, à la simplification des procédures et à l'allègement de la charge

administrative pesant sur le citoyen, la CNAS met à la disposition des assurés sociaux un nouveau service numérique permettant la vérification et le téléchargement de l'attestation des salaires déclarés par l'employeur", précise la même source. L'accès à ce service s'effectue via les comptes des concernés sur l'espace El-Hanaa, à travers le lien suivant : <https://elhanaa.cnas.dz>, conclut le communiqué.

COOPÉRATION STRATÉGIQUE AVEC LE NIGER ET LE BURKINA FASO

Sonelgaz accélère son déploiement africain

La stratégie d'internationalisation de Sonelgaz franchit une nouvelle étape. Les nouveaux axes de coopération énergétique engagés avec plusieurs pays africains, notamment le Niger et le Burkina Faso sont Une dynamique qui s'inscrit dans la vision des pouvoirs publics visant à positionner l'Algérie comme un acteur énergétique régional de premier plan.

Par Réda Hadi

Invité de la radio nationale « Chaîne III», Walid Krémia, directeur exécutif Prospective, Stratégie et Systèmes d'information du groupe Sonelgaz, a détaillé cette stratégie et expliqué que la coopération avec le Niger connaît une relance significative à la suite de la visite officielle du président nigérien en Algérie les 15 et 16 février derniers. Dans ce cadre, les relations entre Sonelgaz et la société nigérienne d'électricité Nigelec ont été consolidées autour de deux axes majeurs : le renforcement des infrastructures électriques nigériennes et le transfert de savoir-faire algérien. Première traduction concrète de cet engagement : l'arrivée à Alger d'une délégation d'ingénieurs nigériens pour une formation intensive de trois semaines à l'école de formation de Sonelgaz à Adrar. L'objectif est clair : préparer les équipes locales à l'exploitation de nouvelles installations électriques, notamment la centrale en cours de projet à Niamey. Parallèlement, une équipe d'experts algériens s'est rendue à Niamey afin d'évaluer les sites retenus pour l'implantation d'une centrale électrique composée de deux turbines à gaz d'une puissance totale de 40 mégawatts (2 x 20 MW). Un plan d'action conjoint a été adopté entre Sonelgaz, le ministère nigérien de l'Énergie et Nigelec. Deux équipes techniques ont été constituées : l'une dédiée à l'inspection du site et aux études préparatoires, l'autre chargée d'identifier les espaces de stockage des équipements qui seront acheminés depuis l'Algérie. Le transport constitue d'ailleurs l'un des principaux défis logistiques, les équipements devant être convoyés par voie aérienne ou terrestre jusqu'à un site situé à une vingtaine de kilomètres de l'aéroport de Niamey. Au-delà de l'infrastructure elle-même, l'impact attendu est avant tout socio-économique. L'injection de 40 MW supplémentaires dans le réseau nigérien devrait permettre le raccordement de nouvelles populations et soutenir l'émergence d'activités industrielles locales. Pour

Sonelgaz, ce projet représente également un premier jalon stratégique dans la concrétisation de son expansion africaine. S'agissant du Burkina Faso, il affirme que c'est une coopération sur toute la chaîne de valeur. En effet, les 12 et 13 février 2026, une délégation algérienne conduite par des responsables du ministère de l'Énergie et de Sonelgaz a tenu à Ouagadougou des réunions de coordination avec la société nationale burkinabè d'électricité, la Sonabel. Contrairement au modèle nigérien centré sur la réalisation d'une centrale, le partenariat avec le Burkina Faso s'inscrit dans une approche globale couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique : production, transport, distribution, maintenance, modernisation des réseaux et fourniture d'équipements. Sonelgaz entend notamment mettre à profit l'expertise industrielle de ses filiales spécialisées dans la fabrication d'équipements électriques. La coopération inclut également l'échange d'expertise en matière de planification et de gestion des systèmes électriques, ainsi que le développement de mini-réseaux autonomes. L'Algérie dispose en effet d'une expérience solide dans ce domaine, avec plus d'une trentaine de localités du Grand Sud alimentées via des systèmes isolés non interconnectés.

Une sélection ciblée des marchés

L'objectif affiché est double : contribuer à la sécurité énergétique du Burkina Faso tout en consolidant la présence algérienne sur le continent. Pour Sonelgaz, il s'agit de dépasser le stade des protocoles d'accord et d'entrer dans une phase opérationnelle, créatrice de valeur économique et d'opportunités industrielles. Par ailleurs, estime-t-il, la coopération régionale ne se limite pas à l'Afrique subsaharienne. Avec la Tunisie, les relations énergétiques sont déjà bien établies. Le pays figure parmi les clients réguliers de Sonelgaz en matière d'exportation d'électricité, avec des volumes oscillant entre 600 et 700 MW selon les périodes. Au-delà de ces flux commerciaux, les discussions bilaté-

rales portent désormais sur des thématiques stratégiques telles que l'efficacité énergétique et le développement de l'hydrogène vert. Ces axes s'inscrivent dans une vision à long terme visant à renforcer l'intégration énergétique maghrébine. En parallèle de son expansion internationale, Sonelgaz poursuit ses investissements dans les régions frontalières algériennes. L'objectif est de sécuriser l'alimentation électrique, moderniser les réseaux et soutenir le développement socio-économique des zones isolées. Des projets structurants sont engagés dans des localités comme Bordj Badji Mokhtar, Tinzouatine ou encore Tindouf. Ces régions, caractérisées par des températures extrêmes et un accès logistique complexe, nécessitent des infrastructures adaptées et des programmes de maintenance préventive renforcés. Le projet de centrale électrique dans la wilaya d'Illizi illustre cette stratégie. Outre la construction de l'unité de production, le programme comprend la réalisation de réseaux d'interconnexion vers les localités avoisinantes. L'enjeu est majeur : réduire la dépendance aux groupes électrogènes fonctionnant au gasoil, coûteux et difficiles à approvisionner, et créer les conditions d'un développement local durable. Pour Walid Krémia, la stratégie de Sonelgaz repose sur une sélection ciblée des marchés. Les pays limitrophes ou à forte proximité géographique constituent une priorité, en raison de la facilité d'accès et de l'existence de besoins énergétiques pressants. D'autres marchés africains seront abordés progressivement, au fur et à mesure du renforcement des capacités et de l'expérience internationale du groupe. Sonelgaz n'entend toutefois pas agir seule. L'entreprise prévoit de s'appuyer sur des partenariats avec des acteurs publics et privés afin de sécuriser son implantation à l'étranger. À travers ces projets, l'Algérie ambitionne de se positionner comme un hub énergétique régional, exportant non seulement de l'électricité, mais également des équipements, de l'expertise et des services à forte valeur ajoutée.

SONELGAZ
Des opérations de réparation d'installations stratégiques de transport d'électricité effectuées

Les équipes de maintenance du groupe Sonelgaz ont effectué deux importantes interventions techniques au niveau d'installations stratégiques de transport d'électricité, dans le cadre du suivi périodique des équipements et afin d'en garantir l'opérationnalité, a indiqué hier un communiqué du groupe public. La première intervention a été réalisée par les équipes de maintenance de la région de Blida, au niveau du poste de transformation 400/220 kilovolts (kV) de Boumerdes, où un isolateur d'autotransformateur a été réparé suite à la détection d'une fuite d'huile lors d'une opération d'inspection de routine, précise le communiqué. Cette opération a permis de maintenir le fonctionnement des deux lignes stratégiques de 400 et 220 kV, dédiées à l'évacuation de l'énergie produite par la centrale de Cap Djinet et à l'alimentation des wilayas de Boumerdes, Blida et Alger-Est en électricité. La seconde intervention a été menée par les équipes de maintenance de la région de Chlef, qui ont procédé au remplacement d'un pôle de disjoncteur au poste de transformation d'Ouled Fares suite à une panne technique, après avoir effectué les tests techniques nécessaires avant sa remise en service, selon la même source. Ces opérations ont été réalisées sans aucun impact sur la continuité de l'alimentation, "ce qui reflète le niveau de vigilance et de professionnalisme des équipes de Sonelgaz dans la sécurisation des installations vitales et la garantie de la stabilité du réseau électrique national", conclut le communiqué.

APS

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST, EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER D'ANNABA

Le ministre insiste sur le respect des délais

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a de nouveau insisté, mardi, lors d'une inspection du projet de la ligne ferroviaire minière Est, dans les wilayas de Souk Ahras, de Guelma et d'El Tarf, sur le «renforcement des chantiers en imprimant aux travaux une cadence élevée afin d'achever le projet dans les délais impartis». Dans la wilaya de Souk Ahras, le ministre a inspecté les travaux de réalisation du pont n°42 ainsi que les sorties des tunnels n°7 et 9 dans la commune d'Ouilene. Sur place, il a pris connaissance de l'avancement des travaux et du respect des normes techniques et du calendrier fixé pour le projet. Le ministre a également visité les travaux de construction du pont n°36 d'une longueur de 2,9 km dans la commune de Souk Ahras, où il s'est montré satisfait de l'avancement des travaux, notant l'engagement de l'entreprise de réa-

lisation à livrer le projet dans les délais impartis. Dans le cadre du même projet, le ministre a inspecté, dans la wilaya voisine de Guelma, que la ligne minière traverse sur 54 km, les chantiers de réalisation de deux ponts géants (n°4 et 5), s'étendant respectivement sur 350,7 m et 445,2 m. Il a également visité un chantier situé au cœur de la chaîne montagneuse de Beni-Salah, où quelque 400 engins conçus pour les grands travaux publics œuvrent à creuser le couloir de la voie et à niveler l'emprise du tracé destiné à la pose des rails. Le ministre a salué les efforts déployés par les entreprises et la bonne dynamique insufflée aux travaux, tant pour les deux ponts géants que pour le tracé de l'emprise de la voie sur un terrain très difficile. Il a rappelé la nécessité de renforcer les chantiers pour garantir la livraison du projet dans les délais impartis. Dans la

wilaya d'El Tarf, M. Djellaoui a inspecté l'état d'avancement des travaux de stabilisation et de pose du ballast sur le tracé de la ligne minière Est dans la région. Lors de cette tournée, de deux jours, à l'Est du pays, le ministre a inspecté dans le cadre d'une visite de travail, les travaux du projet d'extension du port phosphatier d'Annaba, incluant la réalisation d'un quai minéralier. Accompagné du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, le ministre a insisté sur «l'impératif respect des délais de réalisation», soulignant que l'État a mobilisé tous les moyens humains et techniques pour réussir ce projet, qui constitue «un fondement essentiel pour le développement de la filière phosphate et la consolidation de la position de l'Algérie sur les marchés internationaux dans ce domaine». Le ministre a suivi un exposé technique sur les diverses composantes du projet, dont la réalisation d'un quai d'une longueur de 1.600 mètres, l'exten-

sion de la digue de près de 1.400 mètres, l'aménagement d'un terrain plat de 82 hectares et le dragage maritime sur environ 160 hectares. Dans le cadre de l'accélération du rythme de réalisation, un plan de mesures d'urgence a été adopté, augmentant le nombre des travailleurs de 1.108 à 1.502 et renforçant le chantier en équipements terrestres et maritimes. Le ministre a également inspecté les travaux de réalisation de la voie ferroviaire spéciale de la ligne minière Est à l'entrée du port d'Annaba, où il s'est enquis des opérations de pose du ballast et du nivellement de la voie ferrée. Ces deux projets, la ligne ferroviaire minière Est et l'extension du port phosphatier d'Annaba, s'inscrivent dans un vaste programme de développement des infrastructures stratégiques pour l'Algérie, visant à renforcer les capacités logistiques du pays et à soutenir l'essor des secteurs industriels clés. Synthèse Z.R.

MILA

340 millions DA pour la réalisation d’une piscine de proximité et un complexe sportif à Mechira et Ain Mellouk

Une enveloppe financière de 340 millions DA a été octroyée aux deux projets de réalisation d'une piscine de proximité dans la commune de Mechira et d'un complexe sportif dans celle d'Ain Mellouk (wilaya de Mila), a indiqué mardi le chargé de gestion de la direction de la jeunesse et des sports, Mohamed Riadh Sebti. Durant 2025, les études de ces deux projets ont été réalisées et les autorités de tutelle ont été sollicitées pour mobiliser les crédits financiers nécessaires à la réalisation au titre de l'exercice 2026, a précisé à l'APS le même responsable. Un montant de 200 millions DA a été ainsi octroyé à la réalisation d'une piscine à Mechira et un autre de 140 millions DA pour la réalisation à Ain Mellouk d'un complexe sportif de proximité comprenant une salle omnisports, une autre spécialisée, un stade de proximité et un boulodrome, at-on expliqué. Pas moins de 40 millions DA du Fonds de wilaya de promotion des initiatives de jeunes ont été accordés pour la réalisation et l'entretien de plusieurs structures de la jeunesse et des sports dont trois stades de proximité à Sidi Merouane, Grarem Gougat et Terrai Bainane en plus de l'entretien d'un complexe sportif à Tadjenanet, un autre à Grarem Gougat et la maison de jeunes de Tessala Lemtai, selon la même source.

APS

BOUMERDES

La capacité d’accueil des établissements de santé portée à 1.500 lits en 2 ans

La capacité d'accueil des établissements de santé de la wilaya de Boumerdes a enregistré une augmentation, durant ces deux (2) dernières années, en passant de 812 à 1.500 lits actuellement, à-on informé mardi auprès de la direction locale de la santé. Cette hausse est le fruit des projets de développement qui n'ont pas affecté la wilaya et qui ont été mis en service, a indiqué le directeur du secteur par intérim, Omar Chaïb, lors d'un exposé présenté devant le Conseil exécutif de wilaya. Cette augmentation devrait permettre d'améliorer le taux de couverture médicale à travers la wilaya, en assurant une meilleure prise en charge des patients et des prestations répondant davantage aux attentes des citoyens, a-t-il ajouté. Le responsable d'une cité parmi les projets reçus, un Centre de référence mère-enfant, plusieurs salles de soins à travers différentes communes, un service de lutte contre la tuberculose à Larbaâatche, des points de garde assurant une permanence 24h/24, un service de maternité à Ouled Aïssa, ainsi que trois (3) cliniques médicales. A cela s'ajoutent la réhabilitation et l'équipement de 27 polycliniques, outre les hôpitaux de Dellys, Bordj Menail et Thénia. Le secteur sera, par ailleurs, renforcé durant l'année en cours avec l'inauguration de l'hôpital de 240 lits à Boumerdes, partiellement réceptionné, en plus de la relance de plusieurs projets, dont l'hôpital de 120 lits à Boudouaou, celui de 60 lits à Baghliâ, le complexe mère-enfant de 80 lits à Boumerdes et l'hôpital de 120 lits à Khemis El-Khechna, selon la même source.

R.E.

ALGER/TRANSPORTS

Plusieurs projets seront reçus à El-Harrach dans les prochains mois

Plusieurs projets pertinents du secteur des transports dans la circonscription administrative d'El-Harrach (wilaya d'Alger) seront reçus dans les prochains mois, dont le projet de réhabilitation de la gare ferroviaire, ont indiqué mardi des responsables locaux.

Cette annonce a été faite lors d'une visite de terrain effectuée par une délégation de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Alger, à l'initiative de la commission de l'aménagement du territoire et des transports de l'Assemblée, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des projets liés aux transports et à l'aménagement du territoire dans la région d'El-Harrach. Dans ce cadre, le wali délégué de la circonscription administrative d'El-Harrach, Abdelwahab Zini, a déclaré à la presse, en marge de cette visite, que la réception de la gare ferroviaire d'El-Harrach dans sa nouvelle configuration interviendra "dans un délai de cinq mois", affirmant que les travaux ont atteint un stade avancé. Ce projet, qui vise à "moderniser cette infrastructure vitale accueillant un grand nombre de voyageurs", s'inscrit dans le cadre du "Plan jaune", une stratégie adoptée par la wilaya d'Alger pour améliorer les services publics et offrir de meilleures conditions de confort aux citoyens, a précisé M. Zini. La circonscription administrative d'El-Harrach ambitionne de devenir une circonscription modèle dans le domaine des transports, à travers la réalisation et la modernisation des infrastructures et la facilitation de leur accessibilité, notam-

ment par la généralisation du projet du "ticket unique", qui permettra aux citoyens d'utiliser un seul titre de transport pour se déplacer via les différents moyens de transport disponibles, a-t-il ajouté. Lors de cette visite, la délégation a également constaté le lancement des travaux de réalisation du stationnement situé en face de la gare, où les maquettes extérieures proposées du projet, qui concernent également les usagers de la station de métro, ont été présentées. La délégation a également inspecté les travaux de réhabilitation de la gare routière de Boumaâti, où des instructions ont été données concernant l'amélioration de l'éclairage, les travaux de clôture extérieure ainsi que l'installation d'écrans d'affichage. Elle s'est également enquis de l'état d'avancement du nouveau tronçon routier dépendant de la rue "Malika Gaïd" à la cité "Naïli", dont le taux de réalisation dépasse 60% dans ses différentes composantes, selon l'exposé technique présenté. Au quartier « Boumaâza », dans la commune de Bach Djerrah, la visite a permis de constater l'avancement des travaux d'aménagement d'un nouveau parc comprenant des aires de jeux pour enfants, des espaces verts, des aires sportives ainsi que d'autres installations.

JIJEL

22 dossiers devant la justice pour annuler les contrats de concession de terrains accordés à des entrepreneurs ayant manqué à leurs obligations

Vingt deux (22) dossiers ont été déposés auprès de la justice pour annuler les contrats de concession de terrains accordés à des entrepreneurs pour réaliser des projets de l'ancienne formule de logement promotionnel aidé pour cause de manquement aux obligations, à-on avisé mardi auprès des services de la wilaya. La même source a précisé que "dans le cadre du suivi des travaux des projets de logement de

l'ancienne formule du promotionnel aidé à travers la wilaya, 22 dossiers ont été transférés devant la justice en vue d'annuler les contrats de concession de terrains accordés aux entrepreneurs pour manquement aux obligations et non-achèvement des projets de logements qui leur ont été confiés". Des projets de réalisation immobilière de 900 logements promotionnels aidés ont été distribués durant les années passées à 22 pro-

moteurs mais les travaux ont été interrompus à des taux d'avancement disparates ce qui a nécessité le recours à la justice pour annuler les contrats de concession, selon la même source. Après la récupération des terrains, la relance des travaux sera confiée à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et à l'agence foncière pour parachever la construction de ces logements et les remettre à leurs propriétaires, a ajouté la même

source. En 2025, pas moins de 514 logements des formules sociales participatives et promotionnelles aidées ont été réceptionnés à travers la wilaya et les travaux sont en cours actuellement pour achever la réalisation de 1.440 logements promotionnels aidés, at-on précisé de même source.

Agence

KHENCHELA

Réception prochaine du musée du tapis de Babar

Le musée du tapis en cours de réalisation dans la commune de Babar (wilaya de Khenchela) sera reçu "durant le deuxième trimestre 2026", à-on appris mardi auprès du directeur de la culture et des arts. Mohamed El Allouani a augmenté à 80% le taux d'avancement des travaux de ce projet lancé fin 2023 dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la wilaya de Khenchela, ajoutant que la direction des équipements publics qui assurent le suivi de ce projet a affirmé

que sa réception se fera au cours du deuxième trimestre 2026. Une rallonge de 60 millions DA a été ajoutée au montant initial de l'opération portant à 240 millions DA en raison des amendements apportés à l'étude technique et du changement du terrain d'assiette, a ajouté le même responsable. Ce musée comprendra une salle pour l'exposition des modèles de tapis de Babar de multiples dimensions avec des fiches techniques sur la date de tissage, les matières premières, le mode et outils de tissage en plus d'un stand pour la présentation des familles connues pour le

tissage de ce tapis de renommée nationale et internationale, à-on indiqué. Le musée disposera également d'ateliers de tissage et d'entretien des vieux tapis pour en favoriser la conservation des caractéristiques ainsi que d'un espace de rencontre des artisans spécialisés. La direction de la culture a élaboré le dossier scientifique scénographique du musée qu'elle a remis au ministère de tutelle, en attendant son approbation et la mobilisation de l'enveloppe financière nécessaire pour l'équipement du musée avant sa mise en service, à-on indiqué.

R.R.

Voici le top 15 des pays qui dépensent le plus pour leurs armées aujourd'hui

De l'Ukraine à l'Arabie saoudite, certains États engagent entre 5 et 15% de leur PIB dans la défense, faisant de l'effort militaire un facteur structurant –et parfois asphyxiant– de leur économie.



Les budgets militaires explosent dans le monde. Selon le dernier rapport Military Balance de l'International Institute for Strategic Studies (IISS), un groupe de réflexion spécialisé dans les questions de défense et de sécurité, les 15 plus gros dépensiers alignent chacun des dizaines, voire des centaines de milliards d'euros pour financer leurs armées de conscription, leurs flottes aériennes et leurs sous-marins de pointe, mais aussi pour moderniser leur arsenal nucléaire. En moyenne, les États consacraient 2,4% de leur PIB à la défense en 2024, avec des pics bien plus élevés en temps de guerre, comme en Ukraine. Le magazine Business Insider a dressé une liste des 30 pays investissant le plus dans la défense aujourd'hui, en voici les 15 premiers. (Il convient de noter que certains pays, tels que la Corée du Nord, la Libye, la Syrie, Cuba et l'Afghanistan, n'ont pas rendu publics leurs budgets de défense, rendant impossible leur classement.)

15. Pologne

Varsovie consacre plus de 3% de son PIB à la défense, dans un contexte de guerre en Ukraine à sa frontière. Son budget militaire atteint 28 milliards de dollars, soit environ 26 milliards d'euros, ce qui représente environ 670 euros par habitant et 3,25% du PIB.

14. Ukraine

En pleine guerre totale, Kiev est logiquement le pays qui dédie la plus grande part de son économie à l'effort de guerre: 28,41 milliards de dollars (environ 26,5 milliards d'euros). Une somme qui représente 797 dollars (740 euros) par habitant, soit 15,43% du PIB. Un niveau élevé qui met forcément sous tension tout le reste de l'économie.

13. Etat sioniste

Avec 33,75 milliards de dollars (31,5

milliards d'euros), Etat sioniste affiche l'un des budgets les plus denses au monde: 3.350 euros par habitant, deuxième niveau mondial en dépenses par tête, pour 6,39% du PIB. Une traduction chiffrée de sa doctrine de supériorité militaire régionale.

12. Italie

Rome reste sous la barre symbolique des 2% de PIB, avec 35,23 milliards de dollars (32,9 milliards d'euros), soit 578 dollars (540 euros) par habitant et 1,48% du PIB. L'Italie investit, mais sans bouleverser encore ses priorités budgétaires.

11. Australie

Canberra, en revanche, monte nettement en puissance dans l'Indo-Pacifique: 36,40 milliards de dollars (34 milliards d'euros), environ 1360 dollars (1.270 euros) par habitant, pour 2,02% du PIB. Une trajectoire cohérente avec les alliances AUKUS et la crainte d'un face à face durable avec la Chine.

10. Corée du Sud

Au sud du 38e parallèle, Séoul aligne 43,88 milliards de dollars (41 milliards d'euros), soit 842 dollars (780 euros) par habitant et 2,35% du PIB. Un effort constant dicté principalement par la menace nord coréenne.

9. Japon

L'archipel, en plein tournant stratégique, porte son budget à 53,01 milliards de dollars (49,5 milliards d'euros), mais cela ne représente encore que 430 dollars (400 euros) par habitant et 1,3% du PIB. Tokyo s'est engagé à tendre vers les 2% d'ici la fin de la décennie.

8. France

Paris franchit la barre des 2% de PIB avec 64,03 milliards de dollars (59,7 milliards d'euros), soit 937 dollars (875 euros) par habitant. Entre dissuasion

nucléaire, projection de forces et industrie de défense, la France reste l'une des rares puissances européennes à couvrir tout le spectre capacitaire.

7. Arabie saoudite

Riyad investit massivement: 71,73 milliards de dollars (66,9 milliards d'euros), l'équivalent de 1.963 dollars (1.835 euros) par habitant, pour 6,52% du PIB. Un poids écrasant dans une économie très dépendante des hydrocarbures.

6. Inde

Sixième budget mondial, New Delhi consacre 74,36 milliards de dollars (69,3 milliards d'euros) à sa défense, mais cela ne représente que 53 dollars (50 euros) par habitant et 1,91% du PIB. Le coût d'une armée de masse, face à la Chine et au Pakistan, plus que celui d'un État riche.

5. Royaume Uni

Londres maintient son rang avec 81,06 milliards de dollars (75,5 milliards d'euros), soit 1.184 dollars (1.105 euros) par habitant et 2,26% du PIB. Bâtiments navals, dissuasion nucléaire et participation active à l'OTAN, tout cela a un prix.

4. Allemagne

Berlin est désormais la première puissance militaire européenne en volume: 85,98 milliards de dollars (80,1 milliards d'euros), 1.022 dollars (950 euros) par habitant, pour 1,83% du PIB. L'électrochoc de l'invasion de l'Ukraine commence à se traduire en lignes budgétaires.

3. Russie

Malgré les sanctions, Moscou consacre 120,32 milliards de dollars (112 milliards d'euros) à la guerre et à son appareil militaire, soit 854 dollars (800 euros) par habitant et 5,51% du PIB. Une charge colossale pour une économie stagnante, largement absorbée par le

conflit ukrainien.

2. Chine

Avec 234,98 milliards de dollars (219 milliards d'euros), Pékin a le deuxième budget au monde, même si cela ne représente que 166 dollars (155 euros) par habitant et 1,29% du PIB. Une proportion encore modeste pour une puissance qui construit flottes, missiles hypersoniques et bases à un rythme soutenu.

1. États Unis

Enfin, les États Unis écrasent le classement: 967,96 milliards de dollars, soit environ 900 milliards d'euros, pour 2.831 dollars (2.645 euros) par habitant et 3,32% du PIB. Washington dépense ainsi près de quatre fois plus que la Chine, et davantage que les neuf pays suivants réunis, selon certaines estimations. Donald Trump a même proposé, dans son programme, de porter ce budget annuel à 1.500 milliards de dollars (environ 1.400 milliards d'euros). Ces classements dessinent une géographie des priorités: défense du territoire pour la Pologne ou la Corée du Sud, projection globale pour les États Unis, parité stratégique pour la Russie ou la Chine. Mais dépenser beaucoup ne garantit pas une armée prête au combat. Des experts comme Mark Cancian rappellent que l'«aptitude opérationnelle» – entraînement, maintenance, stocks de munitions – est coûteuse et fragile, et bien moins visible que des avions furtifs ou des porte avions. Reste que ces presque 2.700 milliards de dollars de dépenses militaires mondiales en 2024, soit 2,5% du PIB de la planète, disent quelque chose de l'époque: jamais depuis la fin de la Guerre froide les États n'avaient investi autant dans la préparation d'un conflit qu'ils espèrent pourtant ne jamais livrer.

Source : Slate.fr ;
publié le 28 février 2026

GESTION DE L'ESPACE
AÉRIEN COMMUN
Le Caire et Tripoli
scellent un
partenariat

Le ministre de l'Aviation civile a réitéré l'engagement de l'Egypte à fournir toute l'expertise technique nécessaire au côté libyen, soulignant l'importance de la coordination institutionnelle pour garantir la sécurité, la sûreté et l'efficacité de la gestion de l'espace aérien commun. Le ministère égyptien de l'Aviation civile a annoncé la signature, mardi 3 mars, d'un protocole d'accord avec la Libye. Le ministre Sameh El-Hefny et le responsable libyen Mohamed Abdessalam Shlibek ont convenu d'un cadre de coopération renforcé pour les autorités de l'aviation civile des deux nations, selon un communiqué. Cet accord marque une étape clé dans l'unification de la gestion de la navigation aérienne entre les deux pays. Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur le développement de la coopération bilatérale. Le ministre a réitéré l'engagement de l'Egypte à fournir toute l'expertise technique nécessaire au côté libyen, soulignant l'importance de la coordination institutionnelle pour garantir la sécurité, la sûreté et l'efficacité de la gestion de l'espace aérien commun. Les piliers du protocole d'accord Le communiqué précise que le document signé s'articule autour de trois axes majeurs. Premièrement, il s'agit d'améliorer la coordination opérationnelle pour assurer une fluidité maximale des vols entre les deux pays, conformément aux standards internationaux. Deuxièmement, atteindre les plus hauts niveaux de sécurité aérienne grâce à un échange d'expertises et une harmonisation des procédures de contrôle. Enfin, mettre en place de programmes de formation spécialisés destinés à renforcer les compétences techniques et administratives des cadres de l'aviation libyenne.

Agence

SES STOCKS "ATTEIGNANT UN STADE CRITIQUE"

L'Irak commence à fermer son plus grand champ pétrolier

Alors que le blocage du détroit d'Ormuz perturbe le commerce maritime mondial, la production de pétrole ralentit en Irak: la moitié d'un des principaux champs pétrolifères va être fermée, selon des documents ministériels.

Synthèse Rédaction Internationale

La production de brut de l'Irak est sur le point de s'effondrer de près des trois quarts si la guerre se poursuit. Le pays a réduit la production au sein de l'un de ses principaux champs pétrolifères après le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran, en pleine guerre avec Israël et les États-Unis, selon un document officiel consulté par l'AFP. Ce document, dont la teneur a été confirmée par deux sources au ministère du Pétrole, ordonne la fermeture de la moitié du champ pétrolifère de Roumaïla (sud), à partir de mardi après-midi. La production du champ de ce champ, l'un des plus grands au monde, a commencé à être réduite, tout comme celle des champs de West Qurna 2 et de Maysan, selon un responsable irakien, cité par le Financial Times. Les réductions actuelles s'élèvent à 700.000 barils par jour à Rumaila, 460.000 barils par jour à West Qurna et 325.000 barils par jour à Maysan. Plus tôt dans la journée, un document officiel de la Basra Oil Company, reçu par l'agence

irakienne Shafaq, faisait état 'arrêt total (réduction de 100 %) de la production et du pompage du champ de Roumaïla Sud à partir de 15h00 le 3 mars 2026. Cette décision est justifiée par des "événements politiques internationaux extrêmement dangereux" et par la fermeture du détroit d'Ormuz, qui a perturbé la navigation, raréfié les pétroliers dans les ports du sud et entraîné une hausse critique des stocks dans les réservoirs. Les pertes de production pétrolière dans le sud de l'Irak devraient atteindre 3 millions de barils par jour, selon Richard Bronze d'Energy Aspects, contre une production actuelle de 4,3 millions de barils par jour. La paralysie du détroit d'Ormuz, porte d'entrée du Golfe et passage clef du commerce de pétrole, a provoqué "une pénurie de pétroliers" dans les ports du sud de l'Irak et les stocks s'accumulent "atteignant un stade critique", selon ce même document. Les sources au sein du ministère du Pétrole ont dit à l'AFP que l'Irak utiliserait sa production pour ses propres raffineries. Le champ pétrolier de Roumaïla est l'un des

plus grands gisements de pétrole au monde et constitue une source essentielle de revenus pour l'Irak, représentant une part majeure de sa production nationale. Son exploitation joue un rôle stratégique à la fois pour l'économie irakienne et pour l'équilibre du marché pétrolier mondial. C'est sur ce site, exploité par BP en partenariat avec la compagnie nationale irakienne Basra Oil, qu'est produit près d'un tiers de la production du pays. Le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran, au lendemain de l'attaque israélo-américaine sur son sol samedi, a largement perturbé le commerce maritime: cette route, qui permet surtout les exportations de produits pétroliers et gaziers des pays du Golfe, voit habituellement passer un quart du pétrole mondial et un cinquième du gaz naturel liquéfié. La guerre a également perturbé la production dans la région autonome du Kurdistan (nord de l'Irak), où la plupart des compagnies pétrolières étrangères ont "temporairement" mis leurs activités à l'arrêt par précaution, selon une source au sein d'une de ces compagnies.

MAURITANIE

Le pays ouvre 3000 nouveaux postes sous contrôle numérique intégral

Face à un chômage persistant et une croissance modérée, les autorités mauritaniennes misent sur la modernisation administrative pour élargir l'accès à l'emploi et restaurer la confiance dans les procédures publiques. Réuni le mercredi 25 février, le Conseil des ministres de la Mauritanie a adopté un plan de dématérialisation complète du recrutement de 3000 fonctionnaires. Le ministre de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'Administration, Ahmed Salem Bede, et la ministre de la Fonction publique et du Travail, Mariem Boïdel Hoummeid, ont présenté l'état d'avancement de cette réforme.

D'après le communiqué officiel, les candidatures seront déposées en ligne via le portail Khidamaty ou la plateforme de la Commission nationale des concours, avec un suivi en temps réel jusqu'à la publication des résultats. « L'éligibilité et l'authenticité des diplômes seront vérifiées automatiquement. Les questions d'examen seront générées instantanément avant chaque épreuve. Les épreuves écrites se dérouleront sur tablettes. La correction sera immédiate et les recours pourront être introduits à distance », précise le texte. Les autorités présentent cette transformation comme une réponse aux critiques sur l'opacité et les lenteurs des concours publics. Le dis-

positif, conçu en collaboration avec la Commission nationale des concours, « garantit équité et efficacité à chaque étape du processus », selon le communiqué, en limitant les risques de fraude et d'irrégularités. La mesure s'inscrit dans un environnement marqué par des défis structurels en matière d'emploi. La Banque mondiale indique qu'en 2024, le taux de chômage des jeunes atteignait 23,22 %, un niveau supérieur à la moyenne mondiale, tandis qu'une part importante des actifs évolue dans l'informel. Par ailleurs, l'Agence mauritanienne d'information rapporte qu'un accord de 36 millions d'euros, soit 41,7 millions de dollars, a été signé en mai 2025

avec la Banque islamique de développement pour soutenir la formation professionnelle et l'employabilité dans le cadre de la stratégie nationale 2023-2030. Dans ce contexte, la digitalisation du recrutement public complète les efforts engagés pour renforcer les compétences, améliorer l'accès à l'éducation et favoriser l'insertion professionnelle. Elle vise à rendre l'administration plus crédible, à sécuriser les processus de sélection et à offrir des perspectives plus lisibles aux candidats, dans un pays où la question de l'emploi demeure centrale dans l'agenda économique et social.

Agence

LIBYE

La National Oil Corporation annonce la relance du champ pétrolier de Mabruk

En mars 2025, la reprise des activités sur le champ Mabruk après une décennie d'arrêt avait été annoncée par plusieurs médias locaux et internationaux. Cependant, la dynamique de production sur le site ne s'est pas poursuivie. En Libye, la National Oil Corporation (NOC) a annoncé dimanche 1er mars la relance du champ pétrolier de Mabruk, situé dans le centre du pays. Dans le détail, la compagnie publique indique une production comprise entre 25 000 et 30 000 b/j grâce à une unité de production précoce destinée à accélérer la montée en régime du site. Cette progression intervient après que la production ait déjà redémarré en mars 2025 à environ 5000 barils par jour, marquant la fin d'une longue interruption. Le champ était à l'arrêt depuis 2015, avec une production alors autour de 34 000 b/j, à la suite d'une

attaque armée ayant causé des dégâts majeurs aux infrastructures. À l'époque, la NOC avait estimé les pertes matérielles à 575 millions de dollars. L'entreprise avait alors engagé des travaux de réhabilitation afin de permettre une remise en service progressive des installations. La nouvelle phase annoncée vise désormais à stabiliser les flux à un niveau nettement supérieur. Parallèlement, la compagnie nationale indique un objectif de production combinée d'environ 40 000 barils par jour pour les champs d'al-Mabruk et d'al-Jurf.

Troisième relance de site pétrolier
en quelques semaines

La relance du champ pétrolier de Mabruk constitue la troisième remise en service d'un site énergétique annoncée en l'espace d'un mois en Libye. En effet le 9 février dernier, la raffinerie d'Al-

Sarir, exploitée par Arabian Gulf Oil Company (AGOCO), a retrouvé sa pleine capacité après des travaux de maintenance sur son unité de distillation. Quelques semaines plus tard, les autorités annonçaient également la remise en service du champ de Sinawen, après le succès des opérations techniques destinées à restaurer ses capacités de production. Le champ était hors service depuis plus de trois ans et demi.

La Libye accélère ses ambitions
de montée en production

La Libye vise une production pétrolière de 1,6 million de barils par jour d'ici fin 2026, selon des déclarations du ministre libyen du Pétrole et du Gaz, rapportées par Agence Ecofin. Le ministre a indiqué que la production actuelle s'établit autour de 1,375 mil-

lion de barils par jour, précisant que l'atteinte du seuil visé dépendra de nouveaux investissements et de la remise en état d'infrastructures existantes. Dans cette perspective, la Libye a signé fin janvier dernier un accord de développement d'une durée de 25 ans avec TotalEnergies et ConocoPhillips, selon des informations rapportées par Reuters. L'accord concerne les concessions exploitées par Waha Oil Company, filiale de la National Oil Corporation. D'après le gouvernement libyen, cet engagement prévoit plus de 20 milliards de dollars d'investissements destinés à accroître la capacité de production du périmètre concerné. Les autorités libyennes estiment que la production des concessions de Waha pourrait atteindre 850 000 barils par jour, contre un niveau actuel compris entre 340 000 et 400 000 barils quotidiens.

Agence

DANS LE PALMIER À HUILE

Le Ghana veut attirer des investissements chinois

En Afrique de l’Ouest, le Ghana est le troisième producteur d’huile de palme après le Nigeria et la Côte d’Ivoire. En quête d’autosuffisance, le gouvernement encourage des investissements locaux et étrangers dans le secteur.

Le Ghana cherche à mobiliser des capitaux chinois pour accélérer son ambitieux programme de développement du palmier à huile, un segment clé de sa stratégie de transformation agricole. L’information relayée par la Ghana Broadcasting Corporation (GBC), l’organisme public de radiodiffusion du pays, dimanche 1er mars, a été annoncée par Eric Opoku, ministre de l’Agriculture et de l’Alimentation, lors du Gala du Nouvel An lunaire chinois 2026 à Accra. « Nous ne recherchons pas de l’aide. Nous construisons des coentreprises », a déclaré le responsable, exhortant les investisseurs à passer « du commerce à la production ». Cet appel aux investisseurs chinois intervient alors qu’Accra a renou-

velé depuis 2025 son ambition de réaliser l’autosuffisance en huile de palme. Dans l’ancienne Gold Coast, atteindre l’autosuffisance en huile de palme implique de combler un déficit de production estimé à 200 000 tonnes par an, ce qui représente près de 200 millions de dollars en importations annuelles. Pour y parvenir, le Ghana mise sur le développement de projets industriels visant à renforcer les capacités locales de production.

Un cadre favorable pour l’implantation d’investisseurs privés

Dans sa Déclaration budgétaire et politique économique pour l’exercice 2026, présentée en novembre 2025 au Parle-

ment, le gouvernement ghanéen a annoncé la création d’une facilité de financement de 500 millions \$, destinée à soutenir la mise en œuvre de sa Politique nationale de développement intégré de l’huile de palme pour la période 2026-2032. Cette facilité de financement offrira, selon les autorités, des prêts à long terme, un moratoire de cinq ans sur le remboursement et des taux d’intérêt concessionnels. Elle doit également financer jusqu’à 70 % des coûts des projets industriels liés au développement de la filière. Ces mesures visent à attirer les investisseurs privés, à mobiliser des financements supplémentaires et à soutenir les ambitions du gouvernement.

R I.

AFRIQUE DU SUD

1,5 million de vaccins contre la fièvre aphteuse livrés par la Turquie

La fièvre aphteuse est une menace majeure pour le secteur de l’élevage sud-africain. Le gouvernement renforce la campagne nationale de vaccination suite à la réception des vaccins turcs. Le ministre sud-africain de l’Agriculture, John Steenhuisen, a annoncé dimanche 1er mars l’arrivée, à l’aéroport international OR Tambo, de 1,5 million de doses du vaccin Dollvet contre la fièvre aphteuse (FMD). Selon le communiqué, la cargaison en provenance de Turquie est arrivée après un retard lié aux tensions au Moyen-Orient. L’opération, dont

le coût n’a pas été révélé, a été facilitée par la société Dunevax, spécialisée dans l’importation et la distribution de vaccins vétérinaires. Celle-ci a agi en qualité d’agent mandaté par l’État. Cette livraison intervient alors que l’Afrique du Sud fait face depuis 2024 à une épidémie de fièvre aphteuse qui touche désormais toutes les neuf provinces du pays. D’après les médias locaux, plus de 935 foyers de la maladie ont été répertoriés et signalés à l’Organisation mondiale de la santé animale (OMSA). Début 2026, le président Cyril Ramaphosa a dû déclarer

l’état de catastrophe nationale. Dans sa démarche visant à mettre fin à l’épidémie, le gouvernement sud-africain a déboursé plus de 72 millions de rands (4,4 millions \$) pour l’achat d’environ 900 000 doses de vaccin contre la maladie, entre mars et juillet 2025. Par ailleurs, un million de doses supplémentaires ont été reçues le samedi 21 février de la société argentine Biogénesis Bagó. Parallèlement, le gouvernement poursuit son projet de produire localement les vaccins, afin de réduire la dépendance aux importations. Première puissance agricole du

continent africain, l’Afrique du Sud tire près de la moitié de la valeur ajoutée agricole de l’élevage et de la volaille, pour une économie affichant un PIB total de 401 milliards de dollars en 2024. Les exportations de viande bovine ont enregistré une hausse de 25 % à fin 2024. Notons qu’avec la propagation de l’épidémie, plusieurs pays, dont la République démocratique du Congo (RDC), ont temporairement suspendu les importations de bovins sud-africains. R.I.

BURUNDI

Un partenariat public-privé de 10 millions \$ pour connecter 86 collines au haut débit

Au Burundi, plus de 75 % de la population vit en région rurale, souvent éloignée des infrastructures numériques. Étendre la connectivité Internet à ces zones est crucial pour réduire la fracture numérique, faciliter l’éducation, l’accès aux services publics et stimuler le développement local. L’opérateur télécoms Lumitel et le Projet d’Appui aux Fondations de l’Économie Numérique (PAFEN) ont officialisé, le lundi 2 mars, un partenariat stratégique de 10 millions

de dollars visant à désenclaver numériquement les zones rurales du Burundi. Ce contrat, signé à Bujumbura, marque une étape décisive dans l’extension du haut débit à travers le pays. « L’activité économique doit aller de pair avec la responsabilité sociale. Nous investissons dans les infrastructures non seulement pour élargir notre marché, mais pour élargir les opportunités offertes aux citoyens », a déclaré le directeur général de Lumitel, Phan Truong Son. Le finance-

ment repose sur une synergie public-privé. La Banque mondiale injecte 4,37 millions de dollars via le PAFEN, tandis que Lumitel mobilise 5,62 millions de dollars de fonds propres. Cet investissement servira au déploiement d’infrastructures mobiles 2G et 4G sur 86 collines réparties dans 14 provinces. L’objectif est double : couvrir environ 400 000 nouveaux usagers et raccorder près de 300 établissements scolaires au réseau mondial.

Agence

BURKINA FASO

Un projet de 6 millions \$ pour transformer la pomme de terre à Yaadga

Au Burkina Faso, la pomme de terre est l’un des principaux légumes cultivés avec la tomate. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, le gouvernement encourage les investissements visant à stimuler la production agricole de denrées stratégiques pour la sécurité alimentaire. Le 27 février dernier, le ministère de l’Industrie a donné le coup d’envoi des travaux de construction de l’unité de transformation de la Société de Commercialisation et de Transformation de Produits Agricoles (SOCOTRA SA), sur un site de 3 hectares à Ouahigouya, dans la région de Yaadga. Dans un communiqué publié sur son site,

ledit ministère indique que cette nouvelle infrastructure sera principalement consacrée à la transformation de pommes de terre. Selon les informations relayées par les médias locaux, ce projet industriel mobilise de 3,5 milliards de francs CFA (6,3 millions \$) est développé par la Chambre de commerce et d’industrie (CCI-BF). Une fois opérationnelle, il est prévu que l’unité soit dotée d’une capacité initiale de production de 350 tonnes par an de chips et de frites surgelées. Le projet intègre aussi la construction d’une chambre froide d’une capacité de stockage et de conservation de produits crus de 5 000 tonnes par an, extensible à

10 000 tonnes par an dans une deuxième phase de développement de l’usine. La durée des travaux devrait s’étendre sur 8 mois. Selon les autorités, cet investissement permettra de créer un nouveau débouché pour les agriculteurs et de stimuler la production. « Avec la construction de cette chambre froide qui sera la plus grande du pays, nous aurons une infrastructure qui contribuera résolument à booster le secteur de la pomme de terre et permettra aux producteurs qui s’y investissent d’avoir réellement des débouchés puisque la transformation industrielle va aussi y figurer », a déclaré Serge Gnaniodem Poda, ministre de l’Industrie.

L’enjeu est d’autant plus stratégique que la production burkinabè stagne depuis plusieurs années, tandis que la demande croissante entretient une forte dépendance aux importations de pommes de terre et de produits dérivés. Selon la FAO, le Burkina Faso a produit en moyenne 33 285 tonnes par an entre 2020 et 2024, sans jamais franchir la barre des 35 000 tonnes. Dans le même temps, les importations de pommes de terre surgelées ont explosé, passant de 37 tonnes en 2020 à 1 225 tonnes en 2024, avec un pic de 2 513 tonnes enregistré en 2023.

R I/agence

PÉNURIE DE GAZ AU NIGERIA La production électrique chute à 4300 MW

Au Nigeria, où le réseau électrique reste très largement dépendant des centrales thermiques, la disponibilité du gaz naturel conditionne directement l’offre d’électricité. Le Nigerian Independent System Operator (NISO) a annoncé le vendredi 27 février que la production moyenne d’électricité disponible dans le pays s’établit actuellement à environ 4300 MW. Selon l’opérateur, cette baisse est principalement due à un approvisionnement insuffisant en gaz destiné aux centrales thermiques. Les données opérationnelles indiquent que les centrales thermiques, qui représentent la part dominante du mix électrique nigérian, nécessitent environ 1 629,75 millions de pieds cubes standard de gaz par jour pour fonctionner à pleine capacité. Au 23 février 2026, l’approvisionnement réel s’élevait à 692 millions de pieds cubes par jour, soit moins de 43 % des besoins estimés. Cette contrainte entraîne une réduction de l’énergie allouée aux sociétés de distribution et impose des délestages pour maintenir la stabilité du réseau. Cette situation intervient alors que le gouvernement fédéral a annoncé fin janvier une première émission obligataire de 501 milliards de nairas (368,5 millions USD) dans le cadre du Presidential Power Sector Debt Reduction Programme. Ce mécanisme vise à apurer les arriérés dus aux producteurs d’électricité pour la période allant de 2015 à 2025. Par ailleurs, le gazoduc AKK (Ajakuta–Kaduna–Kano), long de 614 km et estimé à 2,8 milliards USD, devrait entrer en service en juillet 2026. Ce projet est prévu pour relier les champs gaziers du sud aux principaux centres de consommation du centre et du nord du pays. En attendant que l’épuration de la dette fasse effet, et malgré des réserves prouvées estimées à plus de 209 000 milliards de pieds cubes, le Nigeria reste confronté à des contraintes d’approvisionnement domestique affectant directement sa production électrique, déjà très en deçà des besoins même à son niveau optimal.

DÉSORIENTÉS PAR LES BOMBES AU MOYEN-ORIENT

Les marchés se cherchent une direction

Après leur repli de la veille, les Bourses européennes peinent à rebondir, perturbées par l'escalade militaire au Moyen-Orient, le blocage du détroit d'Ormuz, et les conséquences géopolitiques et économiques que le conflit pourrait générer. Francfort grappille péniblement 0,2% tandis que Londres et Paris reculent de 0,1%.

Par R I/Agence

La nuit a été agitée au Moyen-Orient, où Tsahal indique avoir entamé "une vaste campagne de frappes contre les infrastructures du régime terroriste iranien à Téhéran". Hier, Donald Trump a indiqué qu'il prévoyait des opérations pendant "quatre à cinq semaines". L'élimination de l'ayatollah Khamenei constitue un coup de tonnerre géopolitique dans la mesure où il s'agit de la première fois que l'État hébreu élimine un chef d'État. Et cela pourrait ne pas être la dernière, Israël ayant clairement fait savoir que le futur leader de la République islamique était "destiné à être assassiné". Les observateurs s'interrogent désormais sur la capacité de résilience des chaînes de commandement iraniennes et sur la capacité de la population, éprouvée par les derniers mois de lutte et les exécutions, à prendre son destin en main.

Attentive, l'Europe place ses pions

Dans une brève allocution, Emmanuel Macron a hier souligné que la République islamique d'Iran portait la responsabilité première de cette situation, notamment par le développement d'un programme nucléaire dangereux, de capacités balistiques inédites et par des menaces existentielles pour la sécurité du monde, en premier lieu d'Israël. La France a indiqué déployer des forces strictement défensives afin de protéger et de restaurer la paix le plus vite possible. De son côté, le Royaume-Uni annonce le déploiement du destroyer HMS Dragon et d'hélicoptères Wildcat en Méditerranée orientale afin de renforcer ses capacités défensives. Cette décision intervient après l'interception de plusieurs drones dans la région au cours des dernières 24 heures, dont des appareils abattus par des

chasseurs F-35B et Typhoon de la Royal Air Force.

Des marchés nerveux

À noter le fort repli des Bourses asiatiques cette nuit, avec notamment -12% à Séoul. Les prises de bénéfices sont nombreuses après les récentes performances de l'indice. Les investisseurs veulent limiter les risques, d'autant que l'Asie est très dépendante du pétrole actuellement bloqué dans le détroit d'Ormuz. Signe de la nervosité des marchés, l'indice VIX (ou "indice de la peur") évolue bien au-delà de son seuil de stress (>20), autour de 25.

Les valeurs en mouvement

Ce matin en Europe, les investisseurs ont pu prendre connaissance des résultats de Dassault Aviation. L'avionneur a publié un chiffre d'affaires annuel de 7,4 milliards d'euros, supérieur aux attentes (7,1 MdsEUR). Le titre progresse de 1,3%. Danone signe la plus forte progression du CAC ce matin (2,2%), bénéficiant d'une analyse positive de BNP Paribas, qui passe de "performance de marché" à "surperformance" sur le titre, avec un objectif de cours de 83 EUR. Accor s'adapte aussi 1,8%, profitant d'un relèvement de cible de Citi, de 52 à 58 EUR, assorti d'une recommandation "achat" inchangée. Ailleurs en Europe, Bayer (-3,7%) a publié un chiffre d'affaires du groupe en hausse de 1,1% pour atteindre 45,575 milliards d'euros en 2025, en ligne avec le consensus. L'effet de change négatif s'est élevé à 1,742 milliard d'euros. Enfin, Adidas (-7,3%) vise une progression de son chiffre d'affaires, hors effets de change, d'environ 5% à 9% en 2026, soit près de 2 MdsEUR supplémentaires. En 2025, Adidas a réalisé un chiffre d'affaires de 24,8 MdsEUR pour un bénéfice d'exploitation de 2,06 MdsEUR.

Des stats et des chiffres

Sur le front des statistiques, les marchés prendront connaissance des créations d'emplois aux USA (14h15), de l'indice ISM des services aux USA (16h) ou encore des stocks de pétrole, toujours outre-Atlantique, à 16h30. En attendant, en France, le PMI pour les services s'établit à 49,6 en février comme attendu après 49,6 en janvier. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 49,9 en février en ligne

avec les attentes, a indiqué S&P Global, après 49,1 en janvier. En zone euro, le PMI pour les services est passé de 51,8 à 51,9 en février. Il était attendu à 51,8. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 51,9 en février en ligne avec les attentes, a indiqué S&P Global, après 51,9 en janvier. À Londres, le Brent s'adapte 3%, autour de 84,5 USD le baril. L'euro est globalement stable face au billet vert, autour de 1,16 USD. L'or évolue autour de 5 180 USD l'once.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Mars 2026
Valeur : 06 Mars 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.6830	130.6980
1	EUR	EURO	151.6707	151.7404
1	GBP	POUND STERLING	174.5232	174.5899
100	JPY	JAPANESE YEN	83.0577	83.0936
1	CNY	CHINESE YUAN	18.9061	18.9116
1	CHF	SWISS FRANC	167.3278	167.4327
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.6404	95.6794
1	DKK	DANISH KRONE	20.3037	20.3076
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.1131	14.1182
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.5055	13.5132
1	AED	UAE DIRHAM	35.5716	35.5883
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.8024	34.8129
1	KWD	KUWAITI DINAR	426.6503	426.8387
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2898	44.7349
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0643	14.0660
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.4964	20.6015
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2844	3.2946
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.1800	178.1800

BOURSE ZURICH

Rebond au cinquième jour de guerre au Moyen-orient

La Bourse suisse a débuté la séance de mercredi sur une note positive, alors que la guerre au Moyen-Orient est entrée dans son 5e jour. Le peu de résultats agendés permet aux investisseurs de concentrer leur attention sur la situation mouvementée autour du Golfe persique. Les PMIs en Chine, la confiance du consommateur au Japon et les chiffres de ADP de l'emploi aux Etats-Unis sont au programme. Le message de Donald Trump affirmant que la marine américaine sécuriserait le passage des tankers dans le détroit d'Ormuz, "une initiative destinée à contenir le risque d'un choc énergétique plus large", se-

lon John Plassard, associé chez Cité Gestion, "ne devrait pas rassurer sur le moyen terme". Par ailleurs, les Gardiens de la Révolution ont affirmé mercredi dans un communiqué avoir le "contrôle total" du détroit d'Ormuz, point de passage clé pour le commerce mondial de pétrole et de gaz à l'entrée du golfe Persique. Côté prix du baril, le Brent prenait 2,61% à 83,51 dollars et le WTI 2,37% à 76,35 dollars.

Rebond du SMI

Aux Emirats arabes unis, les Bourses de Dubaï (-4,7%) et d'Abou Dhabi (-3,5%) ont rouvert en nette baisse après deux jours

de fermeture en raison des attaques menées par l'Iran dans le Golfe en représailles aux frappes israélo-américaines. En Corée du Sud, l'opérateur de la Bourse de Séoul a suspendu les échanges après que les deux indices principaux ont dévissé de plus de 8%. Les places européennes ont tenté un léger rebond à l'ouverture, après deux séances passées dans le rouge, en raison de la flambée des hydrocarbures. Paris prenait 0,41%, Francfort 0,44%, Milan 0,23% et Londres 0,12%. En Suisse, vers 09h20, le Swiss Market Index (SMI) augmentait de 0,59% à 13'483,80 points, le

Swiss Leader Index (SLI) de 0,51% à 2132,56 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,51% à 18'564,91 points. Les trente principales valorisations de la place zurichoise optaient majoritairement pour le vert. Les poids lourds Nestlé (+0,9%), Novartis (+0,6%) et le bon Roche (+1,0%) avançaient de concert. Seul UBS reculait de 0,6%. En tête de classement, Alcon (+1,7%) profitait d'un relèvement d'objectif de cours de la part de Goldman Sachs à 82 francs suisses, contre 75 auparavant. Lanterne rouge, Kuehne+Nagel (-1,0%) sort d'une année difficile,

qui se solde par des milliers de postes supprimés, pour replonger dans une nouvelle période de turbulences. Le conflit au Moyen-Orient promet une pénurie dans le transport aérien de marchandises. Mais au final, le groupe schwytois pourrait en profiter. Sur le marché élargi, Temenos (+1,8%) bénéficiait d'un relèvement à "Overweight" de chez Barclays. Doc Morris perdait 3,4%, freiné par les chiffres négatifs de la pharmacie en ligne Redcare. Forbo (-0,5%) et Emmi (-0,2%) reculaient aussi, sans indications particulières.

Agence

BRÉSIL

La croissance en net ralentit en 2025

L'économie brésilienne a enregistré une croissance de 2,3% l'an dernier, marquant un net ralentissement par rapport à 2024 (3,4%), sur fond de politique monétaire stricte, selon les données publiées mardi.

Par APS

Le Produit intérieur brut de la première économie d'Amérique latine n'a pratiquement pas progressé au quatrième trimestre 2025 (+0,1%), selon l'institut brésilien de statistiques IBGE. Le taux directeur du Brésil est l'un des plus élevés au monde, maintenu à 15% depuis juin par la Banque centrale dans le but de juguler l'inflation. "Le PIB est resté stable par rapport au troisième trimestre, malgré la baisse des investissements, en

raison de la stabilité de la consommation des ménages et de la croissance des achats du gouvernement", observent les analystes, cités dans un communiqué. Selon eux, le Brésil a maintenu une croissance soutenue grâce aux secteurs « les moins affectés par la politique monétaire » stricte. Le secteur agricole a une nouvelle fois été le moteur de cette croissance (+11,7%), grâce notamment à des récoltes records de maïs (+23,6%) et de soja (+14,6%). Le Brésil a bouclé 2025 sur une inflation à 4,26%, à l'intérieur de la four-

chette ciblée par ses autorités monétaires. C'est pourquoi la Banque centrale a indiqué une possible réduction de son taux directeur à la mi-mars, tout en restant vigilant face à l'"incertitude du contexte extérieur" marquée par les tensions géopolitiques et économiques. L'an dernier, l'économie brésilienne a été affectée par une surtaxe douanière allant jusqu'à 50% pour un grand nombre de ses produits exportés vers les Etat-Unis, entrée en vigueur en août avant d'être considérablement allégée.

ZONE EURO

L'inflation remonte à 1,9% en février

L'inflation a rebondi dans la zone euro, atteignant 1,9% sur un an. Elle s'établit ainsi juste en dessous de l'objectif de la BCE, selon une première estimation publiée ce mardi 3 mars par Eurostat. L'inflation a accéléré en février dans la zone euro, remontant à 1,9% sur un an, et s'établissant ainsi juste en dessous de l'objectif de la BCE, selon une première estimation publiée ce mardi 3 mars par Eurostat. Le taux d'inflation est supérieur à ce que pré-

voyaient les économistes sondés par FactSet, qui tablaient sur 1,7%, soit le même taux qu'en janvier. "Les services devraient afficher le taux annuel le plus élevé en février (3,4 %, contre 3,2 % en janvier), suivis par les produits alimentaires, l'alcool et le tabac (2,6 %, stable par rapport à janvier), les biens industriels non énergétiques (0,7 %, contre 0,4 % en janvier) et l'énergie (-3,2 %, contre -4,0 % en janvier)", développe Eurostat.

L'inflation remonte aussi en France

L'inflation remonte aussi en France, atteignant +1,1% sur un an en février, après s'être établie à un niveau particulièrement bas en janvier: +0,4% sur un an. "Cette hausse de l'inflation s'expliquerait en partie par une baisse moins prononcée des prix de l'énergie", tandis que "les prix des produits manufacturés baisseraient moins qu'en janvier" et "les prix de l'alimentation accélèreraient sur un an", a alors expliqué

l'Insee dans un communiqué diffusé la semaine dernière. Après avoir frôlé 0% le mois dernier, l'inflation repart à la hausse à 1% en février (les prix de l'alimentaire accélèrent à nouveau) Pour autant, l'inflation française figure toujours parmi les plus faibles enregistrées dans la zone euro, juste devant Chypre, dont l'inflation mesurée en février est estimée à +0,9% sur un an.

Agence

ECONOMIE AMÉRICAINE

Le FMI prévoit une croissance de 2,6% en 2026

Un rapport du Fonds monétaire international (FMI) publié la semaine dernière anticipe une croissance du PIB réel américain de 2,6% en 2026, soit légèrement en hausse par rapport à ses prévisions du mois de janvier qui tablaient sur 2,4%. Dans un communiqué de presse décrivant les conclusions préliminaires d'une visite officielle du personnel, les membres du personnel du FMI qui ont participé à la mission de consultations au titre de l'article IV de 2026 ont constaté qu'après avoir légèrement diminué en 2025, le déficit fédéral américain devrait dépasser 6% du PIB au cours des prochaines années, tandis que le ratio de la

dette fédérale par rapport au PIB devrait augmenter régulièrement à moyen terme. Le FMI a constaté que la hausse des droits de douane représentait un choc d'offre négatif pour l'économie américaine, qui devrait entraîner une augmentation de l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle d'environ 0,5% d'ici début 2026 et une baisse du niveau de production d'environ 0,5%. Même si la répercussion des droits de douane sur les consommateurs pourrait être moins importante que ce qui était attendu, l'incertitude entourant les politiques commerciales pourrait avoir un effet modérateur plus important que prévu sur l'activité

économique américaine. Le FMI a déclaré que la tendance à la hausse du ratio de la dette publique sur le PIB, associée à une augmentation du ratio de la dette à court terme par rapport au PIB, représentait un risque croissant pour la stabilité tant aux Etats-Unis que pour l'économie mondiale. Il a exhorté les États-Unis à travailler de manière constructive avec leurs partenaires commerciaux afin de répondre aux préoccupations relatives aux pratiques commerciales déloyales et de convenir d'une réduction coordonnée des restrictions commerciales et des distorsions de la politique industrielle qui ont des effets transfrontaliers négatifs.

PORTUGAL

Le gouvernement veut contrôler les prix du pétrole

Le ministre de l'économie a admis aujourd'hui que l'augmentation du prix du pétrole "n'est pas une bonne nouvelle" et a assuré que le gouvernement prendra, si nécessaire, les mesures appropriées pour maintenir le fonctionnement de l'économie. "Il est clair que l'augmentation du prix du pétrole n'est pas une bonne nouvelle", a déclaré Manuel Castro Almeida, ajoutant que "le Portugal est aujourd'hui beaucoup plus résistant aux augmentations du prix du pétrole que par le passé". S'exprimant en marge d'une réunion à Faro du Conseil régional de la Commission de coordination et de développement (CCDR) de l'Algarve, le responsable gouvernemental a rappelé que 70% de l'électricité consommée au Portugal provient de sources renouvelables et est donc "moins dépendante du pétrole, ce qui est un avantage compétitif pour le Portugal." Pour Manuel Castro Almeida, le pouvoir exécutif "sera toujours vigilant, et l'obligation du gouvernement est d'être vigilant

afin de prendre les mesures appropriées à chaque instant pour assurer le fonctionnement de l'économie, des conditions de vie décentes pour les citoyens et l'équilibre des finances publiques". Le prix du pétrole brut Brent a augmenté aujourd'hui suite à l'attaque américaine et israélienne contre l'Iran et ses répercussions au Moyen-Orient. La suspension du trafic dans le détroit d'Ormuz - qui sépare l'Iran au nord des Émirats et d'Oman au sud, à seulement 30 km - a également eu un impact sur la situation. kilomètres de distance - cela aura un impact sur les prix du pétrole, qui pourraient dépasser les 100 dollars le baril, mais les effets dépendent de la durée de la fermeture et de l'extension du conflit, estiment les analystes. "Nous avons d'importantes réserves qui devraient durer au-delà de la période annoncée et de la durée de cette guerre. En ce moment, il n'y a rien à craindre à cet égard", a déclaré le ministre de l'économie et de la cohésion territoriale.

Castro Almeida a écarté la possibilité d'une révision du budget en raison de l'impact du mauvais temps sur l'économie et des conséquences d'une éventuelle augmentation du prix des carburants. "Pour l'instant, il est trop tôt pour prendre position à ce sujet. Si c'est nécessaire, ce sera fait ; si ce n'est pas nécessaire, ce ne sera pas fait. Pour l'instant, il n'y a pas d'indicateurs qui nous permettent de prendre une décision maintenant, mais cela sera réévalué plus tard, et nous verrons plus tard si c'est nécessaire ou non", a-t-il déclaré. La Commission européenne avait déjà assuré aujourd'hui qu'elle n'avait pas de "préoccupations immédiates" concernant la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne (UE), malgré l'impact du conflit au Moyen-Orient sur le détroit d'Ormuz, par lequel transite 20 % du pétrole mondial.

Agence

ROYAUME-UNI

L'économie devrait connaître une croissance de 1,1% en 2026, dit Reeves

L'économie britannique devrait connaître une croissance de 1,1% cette année, a déclaré mardi la chancelière de l'Echiquier Rachel Reeves, citant les dernières projections de l'Office for Budget Responsibility (OBR). Cette nouvelle prévision est inférieure à celle de 1,4% pour 2026 publiée dans les précédentes perspectives de l'OBR en novembre, lorsque Rachel Reeves avait présenté son deuxième budget annuel. L'organisme de surveillance budgétaire prévoit une croissance de la production économique de 1,6% en 2027 et 2028, et de 1,5% en 2029 et 2030, a déclaré la chancelière de l'Echiquier dans son discours semestriel sur la situation budgétaire. Ces nouvelles prévisions contrastent avec les prévisions précédentes de l'OBR, qui tablaient sur une croissance économique annuelle de 1,5% en 2027, 2028, 2029 et 2030 R.I

ITALIE

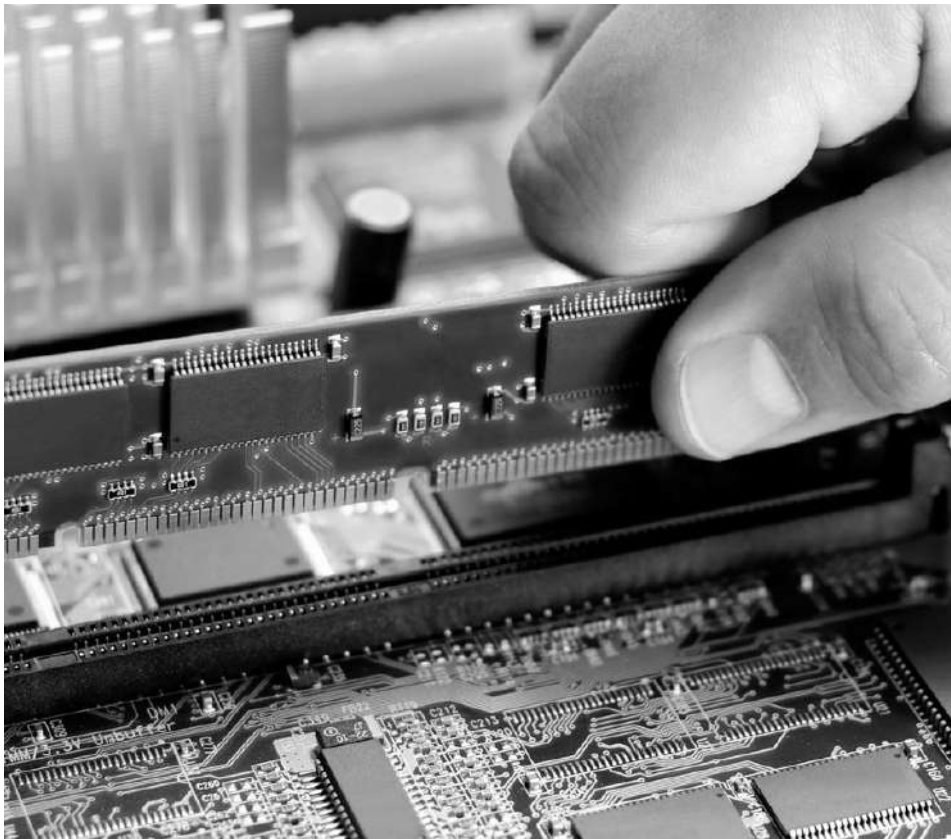
Loin du «miracle», une croissance atone et déclinante

Le PIB a progressé de 0,5 % en 2025, bien en dessous de la moyenne de la zone euro, illustrant un peu plus les faiblesses structurelles du pays. Stagnation et incertitude. Sur le plan économique, l'Italie de la présidente du conseil de droite radicale, Giorgia Meloni, ne parvient pas à sortir de ce qui ressemble de plus en plus à une impasse. Derrière une stabilité gouvernementale remarquable, malgré un climat politique toujours plus tendu, Rome doit se contenter d'une croissance atone. Lundi 2 mars, l'Institut national de statistique italien (Istat) a ainsi revu à la baisse l'estimation préliminaire de 0,7 % de croissance en 2025, publiée en janvier, pour une estimation finale de 0,5 %. Confirmant une tendance à la baisse depuis 2023, l'Italie passe bien au-dessous de la moyenne de la zone euro (1,5 %), loin de l'Espagne du socialiste Pedro Sanchez, qui culmine à 2,9 %. L'offensive israélo-américaine sur l'Iran fait aussi planer le spectre d'une hausse de l'inflation pour une Italie où la facture est déjà la plus élevée d'Europe, tandis que, du côté des finances publiques, on s'inquiète. L'objectif cardinal pour le gouvernement de faire passer le déficit public sous la barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB), afin de sortir de la procédure d'infraction imposée par la Commission européenne, pourrait en effet s'éloigner.

R I/sources

Le marché PC ralentit à cause de la pénurie de mémoire

Le recentrage des activités des fournisseurs de mémoire vers le marché des datacenters IA alimente la pénurie de RAM sur celui des PC et smartphones. Avec un effet domino direct à prévoir sur les ventes de ces terminaux.



Selon les analystes, les ventes mondiales de PC et de smartphones devraient chuter de plus de 10 % cette année. Selon le Gartner, les livraisons de PC chuteront de 10,4 % en 2026 par rapport à 2025, parce que l'offre limitée de mémoire entraîne une hausse des prix. Quant à IDC, le cabinet d'études prévoit une baisse légèrement plus importante de 11,3 % sur la même période. Le marché des smartphones connaîtra également une baisse significative des livraisons en 2026 par rapport à l'année précédente, de 8,4 % selon Gartner, ou de 12,9 % d'après IDC. « La situation actuelle est désormais plus négative que ne le laissaient présager nos scénarios les plus pessimistes envisagés il y a quelques mois à peine », a déclaré IDC dans un billet de blog publié jeudi dernier. En décembre, le cabinet d'analystes avait précédemment prévu une baisse de 8,9 % des ventes de PC dans le pire des cas. « La vitesse à laquelle les prix de la mémoire ont augmenté a étonné tout le monde », a reconnu Ranjit Atwal, directeur de re-

cherche chez Gartner, avec une hausse prévue de 130 % en glissement annuel en 2026. « Ce problème est lié à la demande : la demande disponible est entièrement absorbée par les hyperscalers, mettant sous pression les fabricants de PC et de smartphones. » Rappelons que la pénurie de mémoire actuelle qui frappe le marché des PC et des smartphones a été principalement provoquée par un recentrage de l'activité des fournisseurs historiques de RAM pour répondre à la demande des hyperscalers pour leurs besoins en datacenter IA qui constitue un marché particulièrement lucratif.

Selon Gartner, pour les fournisseurs de PC, l'augmentation des coûts de la mémoire représentera 23 % du coût total des composants cette année, contre 16 % en 2025. Elle se répercutera sur les prix des terminaux, qui devraient augmenter de 17 % en 2026, selon les prévisions du cabinet d'études. Si, selon les analystes, les principaux fournisseurs de PC sont mieux armés pour faire face à la tempête, ils seront tout

de même touchés. Lors de la présentation de ses résultats du premier trimestre, HP a déclaré que la mémoire représentait désormais 35 % des coûts de fabrication d'un PC, contre 15 à 18 % au trimestre précédent. La situation est plus grave pour les petits fournisseurs et ceux qui opèrent déjà avec des marges très faibles. « Une consolidation n'est pas exclue », a avancé M. Atwal. « C'est avant tout la loi du plus fort qui prévaut. » Pour les entreprises, la hausse des prix devrait allonger les cycles de renouvellement des PC, qui augmenteront de 15 % en 2026, selon Gartner.

Un prix des mémoires non garanti sur le long terme

Les entreprises négocient actuellement avec les fournisseurs sur un marché en pleine mutation. « Les professionnels essaient de déterminer quel est le prix le plus avantageux à l'heure actuelle », a expliqué M. Atwal. « Les fournisseurs ne garantissent plus les prix sur le long terme, ils indiquent simplement le prix et précisent qu'il est valable pendant deux ou trois semaines. » Selon M. Atwal, « les contraintes budgétaires signifient que certains achats de PC seront reportés ». Pour les entreprises qui sont passées à Windows 11 sur leurs terminaux existants l'année dernière, cette mise à jour pourrait poser problème « car Microsoft va sans doute proposer de nouvelles fonctionnalités Windows 11, et elles n'auront peut-être pas les capacités matérielles nécessaires pour en exploiter certaines. » Par ailleurs, M. Atwal pense que les entreprises continueront d'investir dans les PC équipés d'accélérateurs IA, mais à un rythme plus lent, et qu'elles pourraient acheter des terminaux avec moins de mémoire. Cette perturbation devrait se poursuivre dans un avenir prévisible. « Les prix ne font pas seulement augmenter à court terme... ils vont rester élevés quasiment jusqu'à la fin de 2027 », a estimé M. Atwal, soulignant les changements structurels du marché. « Nous conseillons d'acheter maintenant ou d'attendre que les prix se stabilisent à nouveau, car quel que soit le prix actuel, c'est encore le meilleur prix qu'il sera possible d'obtenir. »

ChatGPT : l'hémorragie continue. Sam Altman fait-il face à un début de boycott ?



Les temps sont maussades pour ChatGPT. Prise dans une polémique avec le département de la Justice, l'application d'OpenAI commence à être boudée outre-Atlantique. La brouille entre Anthropic (Claude) et l'administration américaine a eu lieu au moment où OpenAI ouvrait par contre ses technologies à l'armée américaine. Une croisée des chemins qui s'est faite ressentir. Car depuis, le vote du public a été particulièrement cruel pour le créateur de ChatGPT, avec une augmentation brutale des téléchargements pour Claude. Et de l'autre côté, ChatGPT est très violemment boudé par les Américains.

Les désinstallations de l'application ChatGPT augmentent de 295% en un jour aux États-Unis

Sam Altman paie-t-il le contrat passé avec le département de la Défense des États-Unis, qui ouvre largement ses technologies à l'armée américaine ? Ça semble être de plus en plus le cas. Comme le montrent des chiffres de Tensor Sensor, les désinstallations de l'application ChatGPT ont explosé aux États-Unis le samedi 28 février, quand la nouvelle a été connue. Alors qu'en moyenne, l'application enregistre un taux de désinstallation d'environ 9%, il a été ce jour-là de 295%.

Les téléchargements sont aussi en recul

Des chiffres qui jurent avec les résultats étincelants de Claude au même moment, avec des téléchargements quotidiens aux États-Unis qui ont augmenté de 37% le vendredi 27 février et de 51% le lendemain. Une situation que la création d'OpenAI ne peut qu'envier. ChatGPT a en effet, sur la même période, vu ses téléchargements journaliers reculer de 13% le samedi, puis de 5% le dimanche. C'est une vraie cassure qui a eu lieu, puisque le vendredi, avant l'annonce du partenariat, ChatGPT avait enregistré une hausse de 14%. Autre élément intéressant, les notations à 1 étoile (sur 5) pour ChatGPT se sont envolées sur l'App Store depuis la communication du partenariat, quand les notations 5/5 ont elles fortement reculé dans la même période. Alors, petites turbulences éphémères, ou problèmes en vue pour OpenAI ?

Brèves

Des datacenters AWS frappés par des drones aux Émirats

Dans un contexte de tensions militaires dans le Golfe, après des frappes américano-israéliennes, plusieurs régions AWS au Moyen-Orient ont subi des pannes et interruptions de service. Selon The Register, deux centres de données aux Émirats arabes unis ont été endommagés par des frappes de drones, provoquant des incendies et des interruptions de services cloud et un troisième centre à Bahreïn a subi des impacts, perturbant des services comme S3. Amazon a recommandé aux clients de sauvegarder leurs données ou de migrer vers d'autres zones, la

restauration complète pouvant prendre plus d'un jour. En parallèle, CrowdStrike indique avoir par ailleurs constaté une recrudescence d'activités revendiquées par des groupes hacktivistes alignés ou sympathisants de l'Iran, incluant des campagnes DDoS et des défigurations de sites, alors des pirates associés au cybergang iranien Hydro Kitten ont indiqué que les secteurs financiers constituaient une cible prioritaire.

ChatGPT massivement désinstallé

En un week-end, les désinstallations de l'application ChatGPT ont bondi de 295 % aux

États-Unis après l'annonce d'un partenariat entre OpenAI et le département de la défense (DoD), selon Sensor Tower. Les avis 1 étoile ont explosé (+775 %), tandis que les avis 5 étoiles ont chuté de moitié. Les téléchargements de ChatGPT ont également ralenti (-13 % le samedi, -5 % le dimanche). À l'inverse, l'application Claude d'Anthropic, qui a refusé de livrer son IA sans contrôle au Pentagone, a vu ses téléchargements grimper (+37 % puis +51 %) et atteindre la première place de l'App Store américain. D'autres sources, comme Appfigures, confirment cette dynamique : samedi, le total des téléchargements quotidiens de Claude aux États-Unis a dépassé celui de ChatGPT pour la première fois.

VOITURES DE COLLECTION

Pourquoi l'avant-guerre ne paye plus ?

Très collectionnés au 20e siècle, depuis quelques années les véhicules d'avant-guerre 39/45, et, pire encore, ceux d'avant la Première Guerre Mondiale de 14/18, intéressent de moins en moins les collectionneurs. Un phénomène qui inquiète, et qui interroge sur leur devenir.

En 2025, sur les 4955 voitures de collection vendues aux enchères dans le monde, seulement 725 étaient antérieures à 1945 (source La Vie de l'Auto - janvier 2026), soit moins de 15%. Et si l'on détaille par périodes, 418 concernent la tranche 1930/1945 ; 180 pour 1918/1929 et 127 pour celles produites avant 1918. En Europe, les chiffres sont encore plus faibles, les Etats-Unis étant le pays qui "sauve" les avant-guerres du naufrage.

La FFVE s'inquiète

Très minoritaires lors des grands salons, tel dernièrement Rétromobile à Paris, elles sont également de plus en plus rares lors des rallyes touristiques, des bourses d'échanges ou des rassemblements dominicaux. Les organisateurs d'événements regrettent leur absence, certains tentant d'en proposer des spécifiques sans grand succès ; et la FFVE (Fédération Française des Véhicules d'Epoque) s'inquiète de leur marginalisation. Du côté des marchands, elles disparaissent peu à peu même si quelques spécialistes continuent d'en proposer dès lors qu'elles revêtent un caractère exceptionnel.

Le carré c'est boudé

En effet, il convient de nuancer les marques et modèles qui continuent d'attirer un public de connaisseurs exigeants. Les très belles pièces construites par des marques de luxe, et souvent carrossées par de grands maîtres, s'échangent encore entre collectionneurs fortunés désireux de figurer dans les concours d'élégance les plus sélects (Pebble Beach aux USA, Villa d'Este en Italie, ou Chantilly en France notamment). Ainsi, des Rolls-Royce, Duesenberg, Mercedes, Bugatti ou Delahaye se négocient toujours à des niveaux élevés (au moins 6 chiffres). Si ces modèles sont découvrables ou sportifs, ils ont davantage de chance de trouver preneur ; cependant, on pouvait s'offrir l'an passé une belle berline classique, restaurée et prête à rouler à des tarifs raisonnables : Lagonda 14/60 1927 pour 13250 € (Beaulieu, Angleterre, le 6 septembre) ; Fiat 522 Limousine 1933 pour 17610 € (Toffen, Suisse, le 22 mars) ; Delage D8 Letourneur et Marchand 1934 pour 32 700 € (Carmel, USA, le 15 août). En revanche, les marques les plus populaires peinent à séduire, surtout si elles sont carrossées en berline ; les "caisses carrées" sont boudées. Une Renault Mona, une Citroën Rosalie ou une Peugeot 201 dépassent difficilement les 10 000 € quand elles sont parfaitement restaurées ; et, dans le cas contraire, quelques centaines d'euros peuvent suffire. Certains modèles se maintiennent comme les MG roadster des années 30 ou les Ford T Torpédo, tout en demeurant abordables.

Quelques exceptions

Le cas des ancêtres et vétérans (fabriqués avant 1918) est encore différent car il s'agit d'une « niche » de marché réservée à des collectionneurs très avertis. On peut y voir encore de gros prix, surtout pour des véhicules produits au plus tard en 1904, date limite d'éligibilité au très ancien et fameux rallye Londres-Brighton. Une rareté en état exceptionnel peut atteindre des sommets comme la Panhard-Levassor M4E de course de 1898 vendue 1 185 140 € à Pebble Beach le 16 Aout, tandis qu'une Darracq 6.5HP de 1901 a réalisé 42 600 € à Fontainebleau le 23 juin dernier. Ces voitures sont rares et ont



souvent été conservées par un même propriétaire des dizaines d'années. Pour peu qu'elles soient d'origine, ou méticuleusement restaurées, elles continuent d'attirer quelques connaisseurs fortunés.

Les causes de la désaffection

Elles sont multiples. D'une part il est devenu difficile de partager la route avec les autres usagers quand on conduit des véhicules lents et capricieux, surtout s'ils sont mélangés avec des plus récents bien plus pratiques et rapides. Dès lors les propriétaires de "tacots" hésitent à les sortir. Et lorsqu'une manifestation leur est dédiée, encore faut-il qu'elle ne soit pas trop éloignée, ou qu'ils disposent d'une remorque plateau tractée. C'est là une première contrainte. D'autre part, les avant-guerres, particulièrement les plus anciennes, requièrent des compétences mécaniques aujourd'hui disparues pour régler des freins à câbles ou une magnéto récalcitrante par exemple. Ensuite, il faut savoir les conduire, voire les piloter, la plupart ne disposant pas de boîte de vitesses synchronisées ni de freins efficaces ; quelques-unes imposant une procédure de mise en route compliquée, avec parfois un

démarrage à la manivelle ; et d'autres disposant d'un pédalier inversé (accélérateur au milieu).

La Ford T bien structurée

Entretien ou restaurer ces voitures est aussi problématique, car les garages spécialisés sont rares, voire inexistants, et les pièces introuvables. Il n'y a guère que la Ford T dont les adeptes sont assez nombreux pour avoir créé des clubs structurés en mesure de faire refabriquer les pièces et accessoires utiles. En France, on peut espérer trouver chez quelques spécialistes, des pièces d'usure pour les marques nationales et ses modèles les plus diffusés, mais cela devient de plus en plus compliqué ; comme de dénicher des pièces d'origine dans les bourses d'échange.

L'âge des propriétaires en cause

Les collectionneurs de véhicules d'avant-guerres sont effectivement souvent très âgés. Ce sont parfois des amateurs de la première heure, qui les ont acquis dans les années 60/70 pour bon nombre d'entre eux. A l'époque, c'étaient les seules automobiles considérées comme anciennes et les premiers clubs n'acceptaient pas des voitures

produites après 1945, encore considérées comme des occasions. Dans les années 80/90, lorsque le mouvement de la collection d'automobiles anciennes s'est développé, que des magazines spécialisés sont apparus, et que des événements se sont créés (à l'instar des salons comme Rétromobile), de nouveaux amateurs se sont intéressés aux "vieilles bagnoles", dont des avant-guerres encore nombreuses alors et archétypiques de la tendance. De plus jeunes passionnés ont rejoint les aînés, mais ces nouveaux adeptes qui avaient 20, 30 ou 40 ans dans les années 80 en ont 40 de plus aujourd'hui... Il n'est d'ailleurs pas étonnant de voir des collections anciennes à présent mises sur le marché du fait de la disparition de leurs propriétaires ou de leur âge avancé.

Des Jaguar en perte de vitesse

Or, comme leurs parents ou grands-parents, les jeunes comme les quadras ou quinquas du 21e siècle désireux d'acquérir une voiture de collection, regardent d'abord celles qui les ont fait rêver quand ils étaient adolescents ou jeunes adultes, donc dans les années 80, 90 ou 2000. Ainsi s'explique l'attrait pour les "youngtimers" qui correspondent aux automobiles de ces époques. Même les plus anciennes sorties dans les années 60, et surtout 50, voient leur cote baisser, telles les Jaguar XK 120/140/150 qui ont perdu 20 à 30% ces dernières années. Le phénomène est générationnel, et il en a toujours été ainsi.

Des raisons d'espérer ?

Faut-il craindre alors la disparition des véhicules d'avant-guerres, du moins sur les routes ? Il y aura toujours des musées pour valoriser l'Histoire de la locomotion et son patrimoine automobile. Mais, en effet, la tendance à la désaffection pourrait durer pour les motifs indiqués plus haut, même si on le voit avec les ventes aux enchères, il y a toujours des transactions au niveau des véhicules les plus désirables.

Il y a des raisons d'espérer un regain d'intérêt pour les doyennes. Des événements comme Le Mans Classic en France, organisent des courses historiques avec un plateau spécifique pour les avant-guerres attirant un nombre croissant d'amateurs. Les concours d'élégance sont à la mode dans le milieu du véhicule ancien, et réservent une place privilégiée aux plus anciennes ; ils sont en croissance en France, encouragés par la FFVE.

Les jeunes aiment les voitures de collection

Contrairement aux idées reçues, les jeunes s'intéressent aux véhicules de collection. Et si une majorité cible les "youngtimers", d'autres se dirigent vers les avant-guerres les plus abordables, leur trouvant du charme et leur permettant de s'initier à leur entretien relativement simple. Rouler "décalé" devient un mode de vie auquel les très jeunes ne sont pas insensibles. Les clubs les accueillent avec d'autant plus de plaisir qu'ils représentent l'avenir du mouvement et apportent un dynamisme bienvenu quand on sait que la moyenne d'âge des collectionneurs est de 60 ans. Face à l'autophobie et aux difficultés croissantes liées à la circulation, et au caractère de plus en plus aseptisé des voitures modernes, le plaisir retrouvé de sensations éprouvées au volant d'une automobile très ancienne qu'il faut véritablement conduire, est incomparable. Essayer une vraie ancienne, c'est l'adopter !

Mots fléchés

Classements		Signe du zodiaque		Saucisson lyonnais		Trompeurs		Ride		Lisières		Poil	
Ragrément		Répands		Prénom masculin				Scandinaves					
										Monarque			
										Mil cent romain			
Titre éthiopien						Conforme à la majorité des cas						Certain	
Cultivatrices						Ville suisse du canton du Tessin							
													Humoriste de 'les français parlent aux français'
Point cardinal				Pays scandinave						Point cardinal			
Exprime				Silicium						Lettre grecque			
					Plante sacrée chez les gaulois				Extrême		Disque solaire		
											En mer ou en mine		
Lettres en croix		Bradype			Courbés							Ce qu'il reste après avoir bien mangé	
		Non nobles											
				Injurier									Voie bordée de maisons
				Solitaires									
Moulure					Chambre d'écluse		Étendre						
Plantes vivaces							Chipies						
						Lettre grecque				Prénom féminin	Connu		
						Bramer					Victoire de Napoléon		
Tolérées	Choisi		Plan d'eau					Prénom féminin					
			Fromage de la Thiérache (AOC)										
								Mer européenne					Primordial
								Certificat					
Attachât					Terroristes basques				Durée			Enduit	
Peu													
					Concerts								
					Bouleversés								
Coloré	Belle fleur					Petit saint			Par		Traditions		
	Omissions					Indium					Pièges à poissons		
				Note de musique			Evaporé						
Aumônes		Département picard		Unique				Golfe		Un canal en télé (abréviation)		Personne	
				L'Irlande du poète									
						Train de banlieue	Race de chien						
Unir					Aber				Vin d'Italie				
Lettre					Marche				Césium				
							Cholémie						
Sélénium			Racontes							Humour			

Les prix du pétrole continuent de monter

Les cours du pétrole s'affichent à nouveau en hausse mercredi, portés par la poursuite de l'escalade militaire dans le Golfe et les perturbations du trafic pétrolier dans le détroit d'Ormuz. Vers 10H35 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait 1,81% à 82,87 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermedia, pour livraison le même mois, gagnait 1,09% à 75,37 dollars. De son côté, le cours du gaz sur le marché spot européen (vente pour livraison immédiate), s'est stabilisé mercredi après avoir bondi de plus de 65% depuis le début de semaine.



MONNAIES

Le dollar en léger recul face aux autres devises

Le dollar était légèrement en baisse, mercredi, face aux autres devises dans un marché impacté par la hausse des cours des hydrocarbures. En début d'après-midi, le billet vert relâchait 0,26% par rapport à la monnaie unique européenne, à 1,1644 dollar pour un euro. Il reculait aussi de 0,24% face à la livre britannique, et de 0,31% par rapport au yen japonais. Les prix de l'énergie avaient décollés en début de semaine portés par la poursuite de l'escalade militaire dans le Golfe et les perturbations du trafic pétrolier dans le détroit d'Ormuz. La situation géopolitique actuelle reste légèrement défavorable au billet vert, ont souligné des experts.

BCE

L'IA ne remplace pas encore massivement les travailleurs européens

L'intelligence artificielle (IA) n'a pas supprimé des emplois en Europe et les entreprises qui l'utilisent fortement sont même plus enclines à embaucher à terme, selon une note publiée mercredi par la Banque centrale européenne (BCE). "Dans l'ensemble, en termes de création et de destruction d'emplois, nous ne trouvons aucune différence significative entre les entreprises qui déclarent utiliser l'IA et celles qui ne l'utilisent pas", ont affirmé deux économistes de la BCE dans une note de blog, s'appuyant sur un sondage réalisé en 2025 auprès de 3.500 entreprises européennes.

Leur constat change en distinguant les entreprises qui utilisent fréquemment l'IA de celles qui y ont recours plus rarement : les premières ont alors 4% de plus de chance d'embaucher. Même constat pour celles qui investissent, qui ont 2% de probabilité en plus d'embaucher. C'est surtout visible dans les entreprises utilisant l'IA pour la R&D et l'innovation, car l'investissement dans cette technologie nécessite l'embauche de personnel hautement qualifié. De même, les entreprises prévoyant d'investir dans l'IA d'ici un an anticipent en moyenne davantage de créations d'emplois.

A l'inverse, les entreprises utilisant l'IA pour réduire leurs coûts de main d'œuvre ont tendance à moins embaucher et à licencier davantage, selon les auteurs. Ces conclusions s'inscrivent dans un débat encore ouvert sur l'impact réel de l'IA sur l'emploi à plus long terme. Lors d'une audition devant le Parlement européen fin février, la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a souligné que les investissements massifs dans l'IA se traduisaient par une "amélioration de la productivité", mais que les "conséquences sur le marché du travail" n'étaient pas encore visibles.

APS

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

Moyen – Orient : le basculement

L'attaque surprise israélo américaine contre l'Iran risque de conduire à une guerre globale et de longue durée. L'Iran est totalement isolé ; aucun pays n'a manifesté un quelconque soutien. Même la puissante Chine a juste commis un communiqué lapidaire condamnant l'agression américano-israélienne contre l'Iran, sans plus. La guerre se déroule dans une région considérée comme un poumon de l'économie mondiale par son importance stratégique dans l'approvisionnement des pays en énergie, dont le volume dépasse les 20% de la consommation mondiale. Selon des informations confirmées, 48% des réserves mondiales de pétrole et 40% des réserves en gaz sont au Moyen Orient. Pour le pétrole, l'Arabie Saoudite détient plus de 17% des réserves et l'Irak 9%, l'Iran n'est pas en reste. Pour le Gaz, L'Iran accapare 17% et le Qatar 13%. Aucune autre région au Monde n'a cette concentration des réserves en hydrocarbures. La quasi-totalité des exportations de cette énergie passe par le golfe arabo-persique et transite par le détroit d'Ormuz (large d'à peine 40 kms, mais seulement avec deux chenaux de navigation de 3.5 kms chacun.), d'où la complexité d'évacuation des hydrocarbures en cas de guerre généralisée ou plus grave encore en cas de blocus par l'une des parties belligérantes, l'Iran dans ce cas. Alors cette guerre profite à qui. ? Sera-t-elle courte dans le temps ? Si elle devait durer quelles en seraient les conséquences ? Les grands pays industriels supporteront-ils ces conséquences longtemps ou devront-ils s'aligner sur l'une ou l'autre des parties en conflit ? Plusieurs hypothèses sont émises pour répondre à ces questions, car les conséquences sont à la fois politiques, économiques et géopolitiques, sans parler des graves impacts sur le

plan humain. Difficile de pronostiquer l'issue de cette guerre qui se déroule essentiellement dans les airs par des missiles, des drones, l'aviation et surtout par le contrôle de l'espace aérien et fait nouveau par l'utilisation de l'IA. Une guerre sans chars et sans soldats face à face au sol. Les régions touchées jusqu'à maintenant sont des grandes cités abritant des complexes énergétiques ou des infrastructures logistiques mondiales. Ainsi, Qatar avec ses complexes gaziers, EAU avec ses ports pétroliers et sa plateforme logistique mondiale (Dubai) ou encore Koweït et son méga port pétrolier, sans oublier l'Arabie saoudite et ses immenses complexes pétroliers et ses raffineries. En face les méga-complexes iraniens (Bushehr) en pétrole et gaz. Au plan économique, deux facteurs impactent l'économie mondiale : la hausse des prix et plus grave encore le risque de rupture de l'approvisionnement en énergie. Les USA auront leur part de ces impacts au moins par la hausse des prix dont Trump a fait des prix bas de l'énergie son cheval de bataille. Au quatrième jour de la guerre, les prix du pétrole ont grimpé de plus de 15% dépassant les 83\$ le Baril, alors que celui du gaz (GNL) a affiché une hausse de 30% en Europe, suite à l'arrêt du chargement des méthaniers au Qatar. La Chine, principale client du pétrole iranien (80% de la production) avait, selon des informations d'agences, pris ses devants en constituant des stocks pour tenir plusieurs mois sans grande inquiétude. La fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran serait fatale pour les producteurs de la région et pour les clients lointains. Les USA absorbent 13% du pétrole sortant d'Ormuz ; l'Asie prend les 87%. Sur les marchés à terme, les spéculations se font avec beaucoup de prudence pour ne pas emballer le marché.

On pronostique sur 15 jours, puis un mois et sur trois mois si la guerre continue. Ainsi on annonce des prix à 100 \$ si un cessez-le-feu est obtenu après un mois de guerre et à 150\$ dans le cas contraire. (Voir à ce sujet la contribution de M. Attar dans ce même quotidien daté du 4 mars 2026). Beaucoup de pays producteurs de pétrole (hors zone du conflit) vont profiter de la hausse des prix en raison de la guerre ; mais le grand gagnant sera sans aucun doute la Russie grâce à ses potentiels en ressources et ses capacités de production restées en sous activité en raison de l'embargo imposé par les pays occidentaux. Les échanges commerciaux sur d'autres marchandises seront affectés aussi par cette crise ; d'une part par la tension autour du hub de Dubaï qui assure la liaison entre l'Asie et l'Occident. La Chine pourrait subir des conséquences de la guerre par rapport à son approvisionnement en pétrole et gaz dont l'Iran est le principal fournisseur. L'option d'une livraison additionnelle par la Russie s'avère une solution à son complexe industriel (plus de 14 M de barils/j, dont 50% importés). Les pays du Golf sont petits par leurs tailles démographiques (excepté l'Arabie-saoudite), faibles par leurs puissances de défense et vulnérables par leur proximité avec la crise palestinienne. Ils ne peuvent exister, s'épanouir et prospérer que dans la paix et la sécurité de toute la région. La valorisation de leur richesse en hydrocarbures est contrainte par la géographie : située entre deux détroits (Ormuz et Bab el Mendeb en mer rouge) et par la géopolitique de la région, dont le problème palestinien est le centre. Face à cette situation, les pays riches du Golfe ont fait l'option d'acheter une protection chèrement payée auprès des Etats-Unis. Mais voilà que les missiles

balistiques et les drones iraniens les ciblent directement. Ils ont fait hypothèse que la Palestine est un problème humanitaire et il suffit de remettre un chèque pour libérer leur conscience d'« Arabes et de Musulmans ». Leur rapport au drame palestinien est, selon eux, une question de solidarité avec un peuple frère. Grave erreur. La Palestine est la matrice historique, identitaire et civilisationnelle de toute la région. Elle est aussi la cause sacrifiée par le droit international sous l'autel de considérations géopolitiques. « Si les nations de cette région aspirent à un avenir libéré de la guerre perpétuelle, elles doivent reconnaître cette vérité fondamentale : la Palestine n'est pas seulement une cause de solidarité ; elle est la pierre angulaire indispensables de la sécurité régionale. » (Déclaration du ministre des affaires étrangères d'Iran quelques jours avant les frappes américano-sionistes.). L'Iran a fait irruption dans la géopolitique de la région par la cause palestinienne et par la doctrine chiite de l'Islam, avec des minorités Chiites très actives dans plusieurs pays (Liban, Syrie, Bahreïn, Irak, Arabie Saoudite, Yémen, Oman...). La défaite de l'Iran (en dehors de toutes considérations sur le régime iranien, ses visées et sa considération pour le Monde Arabe) dans cette guerre sera la fin de la cause palestinienne et le début de l'hégémonie israélienne sur toute la région. Le grand Israël se dessinera sur cette défaite. Ni le parapluie américain, ni les réserves en hydrocarbures, ni les alliances nouées avec des puissances étrangères ne peuvent assurer la sécurité totale dans cette région. L'existence d'Israël et le drame palestinien anéantissent toutes velléités de trouver la paix et la sécurité.